

RAPPORT DE GESTION

AU 30 SEPTEMBRE 2017 ET AU 31 DÉCEMBRE 2016 ET

POUR LES TRIMESTRES ET LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2017 ET 2016

INTRODUCTION

Le présent rapport de gestion est la responsabilité de la direction de Brookfield Infrastructure Partners L.P. (notre « société » et, avec sa filiale et ses entités actives, « Brookfield Infrastructure »). Ce rapport de gestion est daté du 9 novembre 2017 et a été approuvé par le conseil d'administration du commandité de notre société aux fins de publication à cette même date. Le conseil d'administration s'acquitte de ses responsabilités quant à l'examen du présent document principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit, qui se compose exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité d'audit examine le présent document et l'approuve avant sa publication en vertu de l'autorité que lui confère le conseil d'administration. Les termes « Brookfield Infrastructure », « nous » et « notre » désignent Brookfield Infrastructure Partners L.P. ainsi que les filiales directes et indirectes et les entités actives de notre société en tant que groupe. Ce rapport de gestion devrait être lu parallèlement aux plus récents états financiers annuels et intermédiaires publiés de Brookfield Infrastructure Partners L.P. Des renseignements supplémentaires, y compris le formulaire 20-F de Brookfield Infrastructure, sont disponibles sur le site Web de la société à l'adresse www.brookfieldinfrastructure.com, sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com et sur le site Web d'EDGAR à l'adresse www.sec.gov/edgar.shtml.

Aperçu des activités

Brookfield Infrastructure détient et exploite des actifs de grande qualité et de longue durée qui produisent des flux de trésorerie stables, nécessitent des investissements de maintien relativement minimes et, en raison des barrières à l'entrée et d'autres caractéristiques, dont la valeur a tendance à s'accroître au fil du temps. Nos activités actuelles se composent d'activités liées aux services publics, au transport, à l'énergie et aux infrastructures de communications en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Asie-Pacifique et en Europe. Nous avons pour mission de détenir et d'exploiter un portefeuille diversifié à l'échelle mondiale d'actifs d'infrastructures de grande qualité qui généreront à long terme des distributions durables et croissantes pour nos porteurs de parts. Pour réaliser cet objectif, nous chercherons à tirer parti de nos secteurs opérationnels afin d'acquérir des actifs d'infrastructures et de les gérer activement pour générer une valeur supplémentaire à la suite de notre investissement initial. Une partie intégrante de notre stratégie consiste à participer avec des investisseurs institutionnels aux sociétés parrainées par Brookfield Asset Management Inc. (conjointement avec ses entités affiliées autres que nous, « Brookfield ») qui visent des acquisitions correspondant à notre profil. Nous mettrons l'accent sur les sociétés sur lesquelles Brookfield exerce une influence ou un contrôle suffisants pour mettre en place une démarche axée sur les activités.

Cibles de rendement et mesures clés

À long terme, nous visons à obtenir un rendement global de 12 % à 15 % par année sur les actifs d'infrastructures que nous détenons. Nous avons l'intention de générer ce rendement au moyen des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation ainsi que de la croissance provenant des placements liés à l'amélioration et à l'élargissement de nos actifs, de même que par le biais d'acquisitions. Si nous réussissons à augmenter nos flux de trésorerie liés aux opérations par part, nous serons en mesure d'augmenter les distributions aux porteurs de parts. De plus, l'augmentation de nos flux de trésorerie liés aux opérations par part devrait se traduire par une appréciation du capital (se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS », à la page 55, pour plus de détails). Nous mesurons également la croissance des flux de trésorerie liés aux opérations par part, que nous considérons comme un indicateur de notre capacité à augmenter les distributions. En outre, nos mesures de la performance suivent l'évolution des principaux inducteurs de valeur de chacun de nos secteurs opérationnels. Se reporter à la rubrique « Information sectorielle », à la page 37, pour en savoir davantage.

Politique de distribution

Notre objectif est de verser des distributions durables tout en conservant suffisamment de liquidités pour financer les investissements de croissance récurrents et les remboursements d'emprunts et répondre aux besoins généraux de la société. Nous estimons à l'heure actuelle qu'un taux de distribution de 60 % à 70 % de nos flux de trésorerie liés aux opérations est approprié.

Compte tenu des excellentes perspectives actuelles pour nos activités, le conseil d'administration de notre commandité a approuvé une hausse de 12 % de notre distribution trimestrielle pour la porter à 0,435 \$ par part à compter de la distribution payée en mars 2017. Cette hausse reflète l'apport prévu de nos projets d'investissement récemment mis en service et le rendement en trésorerie attendu des acquisitions réalisées au cours du dernier exercice. Depuis la scission-distribution, nous avons accru notre distribution trimestrielle, la faisant passer de 0,18 \$ à 0,435 \$ par part, ce qui correspond à un taux de croissance annuel composé de 12 %. Compte tenu de l'augmentation des flux de trésorerie liés aux opérations par part que nous prévoyons enregistrer dans nos activités, nous visons une croissance de la distribution annuelle de 5 % à 9 %. Toutes les données historiques par part ont été ajustées pour tenir compte de la variation des parts qui est attribuable au fractionnement de parts à raison de trois pour deux réalisé en septembre 2016.

Mode de présentation

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités sont préparés en conformité avec la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et à l'aide des méthodes comptables que Brookfield Infrastructure a appliquées dans ses états financiers consolidés au 31 décembre 2016 et pour l'exercice clos à cette date. Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités comprennent les comptes de Brookfield Infrastructure et des entités sur lesquelles elle exerce un contrôle. Brookfield Infrastructure comptabilise les placements sur lesquels elle exerce une influence notable, mais non un contrôle, selon la méthode de la mise en équivalence.

Les participations de notre société comprennent les parts détenues par les porteurs de parts publiques et de parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield. Nos parts et les parts de société en commandite rachetables présentent les mêmes caractéristiques économiques à tous les égards, à l'exception du fait que les parts de société en commandite rachetables accordent à Brookfield le droit de demander le rachat de ses parts moyennant une contrepartie en trésorerie. Si Brookfield exerçait ce droit, la société pourrait, à sa discrétion, satisfaire à la demande de rachat au moyen de nos parts, à raison de une contre une, plutôt que d'une contrepartie en trésorerie. Par conséquent, à titre de porteur de parts de société en commandite rachetables, Brookfield a droit au bénéfice et aux distributions par part équivalant à la participation par part de notre société. Toutefois, compte tenu de l'option de rachat dont il est fait mention ci-dessus, nous présentons les parts de société en commandite rachetables en tant que composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

Lorsque nous analysons les résultats de nos secteurs opérationnels, nous présentons la quote-part des résultats revenant à Brookfield Infrastructure des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, afin d'illustrer l'incidence des principaux inducteurs de valeur de chacun de ces secteurs opérationnels sur la performance globale de notre société. Par conséquent, l'information sectorielle au titre des produits, des coûts affectés aux produits, des autres produits, des charges d'intérêts, des amortissements, de l'impôt différé, des ajustements à la juste valeur et des autres éléments diffèrera des résultats présentés selon les IFRS, puisqu'elle 1) comprend la quote-part de Brookfield Infrastructure du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises attribuable à chacun des éléments ci-dessus et 2) exclut la quote-part du bénéfice (de la perte) des participations consolidées non détenues par Brookfield Infrastructure répartie entre chacun des éléments susmentionnés. Toutefois, le résultat net pour chaque secteur est conforme aux résultats présentés selon les IFRS. Se reporter à la section « Rapprochement des secteurs opérationnels » à la page 59 pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et du compte de résultat de notre société conformément aux IFRS.

Le dollar américain est notre monnaie de présentation et notre monnaie fonctionnelle depuis les neuf derniers exercices. Nous n'avons apporté aucun changement de méthode comptable ayant eu une incidence significative sur la comparabilité des résultats d'un exercice à l'autre depuis l'adoption des IFRS.

NOS ACTIVITÉS

Nous détenons un portefeuille d'actifs d'infrastructures dans divers secteurs et diverses régions. Nous générons des flux de trésorerie stables, environ 95 % de notre BAIIA ajusté provenant des produits tirés des activités réglementées ou contractuelles. Afin d'aider nos porteurs de parts et nos porteurs de parts privilégiées à évaluer notre performance et notre valeur, nous regroupons nos activités en secteurs opérationnels en fonction des similitudes de leurs facteurs économiques sous-jacents.

Nos secteurs opérationnels sont les suivants :

Secteur opérationnel	Type d'actif	Emplacement principal
Services publics <i>Activités réglementées ou contractuelles qui permettent d'obtenir un rendement sur leur base tarifaire</i>	• Transport réglementé • Distribution réglementée • Terminal réglementé	• Amérique du Nord et Amérique du Sud • Europe et Amérique du Sud • Asie-Pacifique
Transport <i>Systèmes qui procurent des services de transport de fret, de marchandises en vrac et de passagers</i>	• Chemins de fer • Routes à péage • Ports	• Asie-Pacifique et Amérique du Sud • Amérique du Sud et Asie-Pacifique • Europe, Amérique du Nord et Asie-Pacifique
Énergie <i>Systèmes qui procurent des services de transport, de distribution et de stockage</i>	• Transport et stockage d'énergie • Énergie de quartier	• Amérique du Nord • Amérique du Nord et Asie-Pacifique
Infrastructures de communications <i>Procure des services et des infrastructures essentiels aux secteurs des médias et des télécommunications</i>	• Activités liées aux tours de communications	• Europe

EXAMEN DES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Dans cette section, nous examinons notre performance et notre situation financière consolidées au 30 septembre 2017 et au 31 décembre 2016 et pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2017 et 2016. D'autres détails sur les facteurs clés de nos activités et de notre situation financière sont présentés à la rubrique « Information sectorielle », à la page 37.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES DONNÉES PAR PART	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Sommaire des comptes de résultat				
Produits	961 \$	522 \$	2 551 \$	1 438 \$
Coûts d'exploitation directs	(394)	(267)	(1 110)	(667)
Frais généraux et administratifs	(63)	(45)	(173)	(122)
Dotation aux amortissements	(215)	(126)	(541)	(334)
Charges d'intérêts	(114)	(98)	(315)	(294)
Quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	24	32	83	142
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture	(18)	(39)	(84)	1
Charge d'impôt sur le résultat	(30)	15	(98)	15
Bénéfice net	151	103	332	350
Bénéfice net attribuable à la société ¹	11	78	32	312
(Perte nette) bénéfice net par part de société en commandite	(0,04) \$	0,16 \$	(0,13) \$	0,73 \$

1. Comprend le bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, au commandité et aux commanditaires.

Trimestres clos les 30 septembre 2017 et 2016

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, nous avons présenté un bénéfice net de 151 M\$, dont une tranche de 11 M\$ est attribuable à notre société, comparativement à un bénéfice net de 103 M\$ pour l'exercice précédent, dont une tranche de 78 M\$ est attribuable à notre société. Bien que le bénéfice net ait augmenté dans tous nos secteurs opérationnels par rapport à 2016, ces résultats ont été contrebalancés par l'incidence des fluctuations sans effet sur la trésorerie liées aux couvertures du change. La période précédente comprenait également un profit non récurrent de 123 M\$, dont une tranche de 92 M\$ est attribuable à notre société, dans notre entreprise de ports.

Les produits se sont chiffrés à 961 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, ce qui représente une hausse de 439 M\$ par rapport à la période correspondante de 2016. Notre secteur des services publics a injecté des produits additionnels de 324 M\$, en raison de l'acquisition récente d'une entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil et de diverses initiatives de croissance, principalement en ce qui a trait à nos activités de distribution réglementée au Royaume-Uni. Nos activités liées au transport ont fourni des produits additionnels de 108 M\$, ce qui s'explique par l'apport sur un trimestre complet de l'entreprise de ports en Australie acquise en août 2016 et par la hausse des tarifs pour certaines de nos activités. L'apport aux produits des initiatives de croissance interne dans notre entreprise d'énergie de quartier s'est chiffré à 6 M\$ dans notre secteur de l'énergie. De plus, les résultats de la période considérée ont été favorisés par un profit de change de 10 M\$, lequel a cependant été contrebalancé par une diminution de 9 M\$ liée à l'incidence de la vente de l'entreprise de transport d'électricité en Ontario à l'exercice précédent.

Les coûts d'exploitation directs se sont élevés à 394 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, ce qui représente une hausse de 127 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2016. Les résultats de la période considérée tiennent compte de coûts additionnels de 99 M\$ découlant d'acquisitions récemment menées à terme, de coûts de 26 M\$ découlant de l'expansion de nos systèmes et d'une augmentation de 4 M\$ découlant des fluctuations du change. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par une réduction de 2 M\$ des coûts liés à l'entreprise de transport d'électricité en Ontario vendue à l'exercice précédent.

Les frais généraux et administratifs ont totalisé 63 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, soit une hausse de 18 M\$ par rapport à la période correspondante de 2016. Ce poste se compose principalement des honoraires de gestion de base versés à Brookfield, lesquels correspondent à 1,25 % par année de la valeur de marché de notre société majorée de nos parts privilégiées et du montant net de la dette avec recours. Les honoraires de gestion de base ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison d'une hausse du cours de nos parts et de l'émission de billets à moyen terme, de parts de société en commandite et de parts privilégiées au cours des douze derniers mois, dont le produit a été utilisé afin de financer les nouveaux investissements.

La dotation aux amortissements s'est élevée à 215 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, soit une hausse de 89 M\$ par rapport à l'exercice précédent. La dotation aux amortissements a augmenté en raison de la hausse de la valeur des actifs découlant de notre processus de réévaluation annuel, des dépenses d'investissement et des acquisitions réalisées au cours du dernier exercice.

Les charges d'intérêts pour le trimestre clos le 30 septembre 2017 se sont chiffrées à 114 M\$, une augmentation de 16 M\$ par rapport à la période correspondante de 2016. Les charges d'intérêts ont augmenté en raison de la hausse du montant des emprunts généraux servant à financer de nouveaux investissements et à saisir des occasions de croissance interne, et de l'incidence du change, facteurs en partie contrebalancés par l'incidence de la vente de l'entreprise de transport d'électricité en Ontario à l'exercice précédent.

Le bénéfice tiré des participations dans des entreprises associées et des coentreprises s'est élevé à 24 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, soit une baisse de 8 M\$, par rapport à la période correspondante de 2016. L'apport des initiatives de croissance interne dans l'ensemble des entreprises pour la période considérée a été plus que contrebalancé par l'incidence d'un profit non récurrent lié à nos activités de routes à péage au Brésil à l'exercice précédent.

Les pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture se sont élevées à 18 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, comparativement à des pertes de 39 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2016. Ces résultats se composent principalement, tant pour la période considérée que pour la période précédente, des fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux activités de couverture du change de la société, principalement en ce qui a trait au dollar australien, à la livre sterling et à l'euro.

La charge d'impôt s'est établie à 30 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, comparativement à une économie de 15 M\$ pour la période correspondante de 2016. L'augmentation de la charge d'impôt est principalement attribuable aux acquisitions conclues au cours de l'exercice précédent ainsi qu'à une augmentation du bénéfice imposable généré par nos activités. À l'exercice précédent, l'économie comprenait une économie d'impôt différé liée à la réduction du taux d'imposition des sociétés au Royaume-Uni.

Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017 et 2016

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, nous avons présenté un bénéfice net de 332 M\$, dont une tranche de 32 M\$ est attribuable à notre société, comparativement à un bénéfice net de 350 M\$ pour la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent, dont une tranche de 312 M\$ est attribuable à notre société. Le bénéfice net a diminué en raison du fait que les avantages conférés par la croissance interne et les acquisitions des douze derniers mois, plus particulièrement en ce qui a trait à notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil, ont été plus que contrebalancés par l'incidence des profits non récurrents liés à la transformation en société fermée de nos activités liées aux routes à péage au Brésil, par des profits non récurrents liés à notre entreprise de ports ainsi que par des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture au cours de la période considérée.

Les produits se sont chiffrés à 2 551 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, ce qui représente une hausse de 1 113 M\$ par rapport à la période correspondante de 2016. Notre secteur des services publics a injecté des produits additionnels de 672 M\$, en raison de l'acquisition récente d'une entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil, ainsi que des avantages conférés par l'indexation en fonction de l'inflation et par diverses initiatives de croissance, principalement en ce qui a trait à nos activités de distribution réglementée au Royaume-Uni. Nos activités liées au transport ont fourni des produits additionnels de 443 M\$, principalement en raison de l'augmentation des prix du minerai de fer, qui s'est traduite par une réduction de l'assouplissement des tarifs accordé à l'un de nos clients des activités ferroviaires en Australie, de l'avantage conféré par la hausse des tarifs en fonction de l'inflation, et de l'incidence de l'augmentation des volumes relatifs à nos routes à péage en Amérique du Sud. De plus, les produits ont bénéficié de l'apport des acquisitions récemment menées à terme de routes à péage au Pérou et d'une entreprise de ports en Australie. L'apport aux produits des initiatives de croissance interne dans notre entreprise d'énergie de quartier et de l'expansion de nos entreprises de stockage de gaz en Amérique du Nord s'est chiffré à 89 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Ces apports ont été contrebalancés en partie par un montant attribuable au change de 8 M\$, par l'incidence de 19 M\$ d'un rajustement de taux qui s'applique à nos activités liées au terminal réglementé en Australie et par une diminution de 64 M\$ attribuable aux initiatives de réinvestissement du capital achevées au cours du dernier exercice.

Les coûts d'exploitation directs se sont élevés à 1 110 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, ce qui représente une hausse de 443 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2016. Les résultats de la période considérée tiennent compte de coûts de 426 M\$ découlant d'acquisitions récemment menées à terme et de coûts additionnels de 47 M\$ découlant des initiatives de croissance interne mentionnées plus haut. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par une réduction de 30 M\$ des coûts attribuables aux initiatives de réinvestissement du capital achevées au cours du dernier exercice et au change.

Les frais généraux et administratifs ont totalisé 173 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, soit une hausse de 51 M\$ par rapport à la période correspondante de 2016. Ce poste se compose principalement des honoraires de gestion de base versés à Brookfield, lesquels correspondent à 1,25 % par année de la valeur de marché de notre société majorée de nos parts privilégiées et du montant net de la dette avec recours. Les honoraires de gestion de base ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison d'une augmentation du prix des parts et de l'émission de billets à moyen terme, de parts de société en commandite et de parts privilégiées, dont le produit a été utilisé afin de financer les nouveaux investissements.

La dotation aux amortissements s'est élevée à 541 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, soit une hausse de 207 M\$ par rapport à l'exercice précédent. La dotation aux amortissements a augmenté en raison de la hausse de la valeur des actifs découlant de notre processus de réévaluation annuel, des dépenses d'investissement et charges additionnelles liées aux nouvelles entreprises acquises au cours de l'exercice précédent.

Les charges d'intérêts pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 se sont chiffrées à 315 M\$, une augmentation de 21 M\$ par rapport à la période correspondante de 2016. Les charges d'intérêts ont augmenté en raison des emprunts généraux additionnels servant à financer de nouveaux investissements et à saisir des occasions de croissance interne, et de l'incidence du change, facteurs en partie contrebalancés par les initiatives de réinvestissement du capital.

Le bénéfice tiré des participations dans des entreprises associées et des coentreprises s'est élevé à 83 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, soit une baisse de 59 M\$ par rapport à la période correspondante de 2016. Cette diminution est principalement attribuable au profit non récurrent de 119 M\$ comptabilisé à l'égard de notre entreprise de routes à péage au Brésil au cours de l'exercice précédent. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par le bénéfice additionnel de 40 M\$ attribuable à nos initiatives de croissance interne liées à nos activités de transport de gaz naturel en Amérique du Nord, par les avantages conférés par les hausses de tarifs en fonction de l'inflation et par l'augmentation de la participation dans nos activités liées aux routes à péage au Brésil. La diminution a également été contrebalancée par le bénéfice lié à l'entreprise de ports en Australie acquise en août 2016 et par le change.

Les pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture se sont élevées à 84 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, comparativement à des profits de 1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016. Ces résultats se composent principalement, tant pour la période considérée que pour la période précédente, des fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux activités de couverture du change de la société, principalement en ce qui a trait au dollar australien, à la livre sterling et à l'euro.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, une charge d'impôt de 98 M\$ a été enregistrée, comparativement à une économie de 15 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2016, ce qui est principalement attribuable aux acquisitions conclues au cours de l'exercice précédent ainsi qu'à une augmentation du bénéfice imposable généré par nos activités. L'économie comptabilisée au cours de la période précédente est attribuable à une diminution du taux d'imposition des sociétés au Royaume-Uni adopté au troisième trimestre de 2016, ce qui a donné lieu à une diminution de l'obligation fiscale future liée à nos entreprises au Royaume-Uni.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

Sommaire des mesures clés des états de la situation financière

	Au 30 septembre 2017	Au 31 décembre 2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	492 \$	786 \$
Total de l'actif	28 773	21 275
Emprunts généraux	1 716	1 002
Emprunts sans recours	7 931	7 324
Total du passif	15 278	11 631
Capital des commanditaires	4 926	4 611
Capital du commandité	26	27
Participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield	1 995	1 860
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales actives	5 953	2 771
Porteurs de parts privilégiées	595	375

Au 30 septembre 2017, le total de l'actif s'établissait à 28 773 M\$, contre 21 275 M\$ au 31 décembre 2016, ce qui représente une augmentation de 7 498 M\$, ou 35 %. L'augmentation est principalement attribuable aux acquisitions conclues au cours des neuf derniers mois, plus particulièrement notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil, et à la croissance interne, qui sont venues augmenter le total de l'actif de 6 296 M\$. Le total de l'actif a également augmenté de 1 202 M\$ en raison de l'incidence du change, la plupart des monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités s'étant appréciées par rapport au dollar américain.

Les emprunts généraux ont augmenté pour s'établir à 1 716 M\$ au 30 septembre 2017, comparativement à 1 002 M\$ au 31 décembre 2016. Cette augmentation de 714 M\$ s'explique par des prélèvements additionnels de 71 M\$ sur notre facilité de crédit générale, par l'émission de billets à moyen terme d'un montant de 537 M\$ et par une augmentation de 106 M\$ découlant de la réévaluation du change.

Les emprunts sans recours ont augmenté de 607 M\$, passant de 7 324 M\$ au 31 décembre 2016 à 7 931 M\$ au 30 septembre 2017. Cette augmentation s'explique par la hausse de 333 M\$ découlant du raffermissement des devises par rapport au dollar américain depuis le 31 décembre 2016, ainsi que par l'augmentation de 274 M\$ des emprunts liés aux investissements de croissance des entités actives.

Les capitaux propres de la société ont augmenté de 449 M\$ pour s'établir à 6 947 M\$ au 30 septembre 2017. Cette augmentation est attribuable au produit net de 972 M\$ lié aux parts de société en commandite émises en septembre 2017, au produit net de 16 M\$ lié aux parts de société en commandite émises dans le cadre de notre régime de réinvestissement des dividendes et au bénéfice global de 25 M\$ attribuable aux porteurs de parts de la société en commandite, partiellement contrebalancés par des distributions de 564 M\$ versées à nos porteurs de parts.

Sommaire des résultats trimestriels

Les résultats trimestriels pour les huit plus récents trimestres se présentent comme suit :

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES DONNÉES PAR PART

Trimestres clos	2017			2016				2015
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits	961 \$	934 \$	656 \$	677 \$	522 \$	462 \$	454 \$	455 \$
Coûts d'exploitation directs	(394)	(373)	(343)	(396)	(267)	(198)	(202)	(199)
Bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	24	36	23	106	32	106	4	14
Charges								
Intérêts	(114)	(107)	(94)	(98)	(98)	(101)	(95)	(94)
Charges générales	(63)	(59)	(51)	(44)	(45)	(40)	(37)	(35)
Éléments d'évaluation								
Variations de la juste valeur et autres	(18)	(34)	(13)	76	70	39	63	(54)
Amortissements	(215)	(206)	(120)	(113)	(126)	(108)	(100)	(82)
(Charge) économie d'impôt sur le résultat	(30)	(56)	(12)	(30)	15	(1)	1	29
Bénéfice net	151	135	46	178	103	159	88	34
Bénéfice net attribuable à d'autres entités	162	151	54	79	63	63	47	28
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux commanditaires	(11)	(16)	(8)	99	40	96	41	6
(Perte nette) bénéfice net par part de société en commandite	(0,04) \$	(0,06) \$	(0,03) \$	0,41 \$	0,16 \$	0,39 \$	0,17 \$	0,03 \$

La croissance interne générée par l'inflation, la croissance des volumes et le réinvestissement de capital sont toujours des facteurs clés pour nos résultats, qui viennent accroître le bénéfice tiré de nos activités courantes, de même que les nouveaux investissements. En supposant un taux de change constant, ces éléments ont contribué aux augmentations de nos produits, de nos charges d'exploitation et d'intérêts, de même que de notre dotation à l'amortissement. En plus des éléments susmentionnés, le bénéfice net est également touché par les ajustements de la juste valeur et par les autres produits et charges.

Globalement, nous sommes d'avis que le caractère saisonnier n'a pas une incidence importante sur nos activités, principalement en raison de la diversification de nos activités d'un point de vue géographique et sectoriel.

INFORMATION SECTORIELLE

Dans cette section, nous examinons les résultats de nos principaux secteurs opérationnels, soit les services publics, le transport, l'énergie et les infrastructures de communications. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte les participations de Brookfield Infrastructure dans des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, sur lesquelles notre société exerce un contrôle, une influence notable ou un contrôle conjoint. Se reporter à la section « Analyse des éléments de rapprochement par secteur », à la page 62, pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et du compte de résultat de notre société conformément aux IFRS.

Activités liées aux services publics

Notre secteur des services publics est composé d'entreprises de services publics réglementés, y compris la distribution réglementée (électricité et raccordements au gaz naturel), les entreprises de transport d'électricité et de gaz naturel réglementé et un terminal réglementé (terminal d'exportation de charbon). Ces entreprises enregistrent des rendements au sein d'un marché réglementé ou théoriquement prévu, selon une base tarifaire, ou des produits des activités ordinaires conformément à des ententes de concession à long terme. Notre base tarifaire augmente selon le capital investi pour moderniser et développer nos réseaux. Selon le territoire, notre base tarifaire peut également augmenter avec l'inflation et les investissements de maintien ou encore diminuer avec la dépréciation réglementaire. Le rendement obtenu est généralement déterminé par un organisme de réglementation ou par des contrats pour des périodes de temps prescrites. Par la suite, il peut être assujéti à des révisions d'usage sur la base de critères établis. Les ententes de concession couvrent généralement des périodes de 30 ans, les flux de produits étant protégés contre l'inflation sans risque significatif lié au volume. Notre portefeuille diversifié d'actifs nous permet d'atténuer l'exposition aux risques liés à chacun de ces régimes de réglementation. En outre, compte tenu des structures des franchises et des économies d'échelle qui s'appliquent à nos entreprises, nous bénéficions souvent d'avantages concurrentiels importants lorsque vient le temps de soumissionner sur des projets qui élargiraient notre base tarifaire et nous permettraient de gagner des produits des activités ordinaires additionnels. En conséquence, nous nous attendons à ce que ce secteur génère des produits et des marges stables au fil du temps qui devraient augmenter avec l'investissement de capitaux supplémentaires et l'inflation. La presque totalité du BAIIA ajusté de notre secteur des services publics provient de produits réglementés ou contractuels.

Pour notre secteur des services publics, nos objectifs consistent à investir des capitaux afin d'élargir notre base tarifaire conformément à nos ententes de concession, de même qu'à offrir un service sûr, fiable et économiquement satisfaisant à nos clients. Si nous y parvenons, nous serons en mesure d'obtenir un rendement approprié sur notre base tarifaire et nos ententes de concession. Notre performance peut se mesurer par la croissance de notre base tarifaire, par le rendement de notre base tarifaire, de même que par la croissance de nos flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

Notre secteur des services publics se compose des éléments suivants :

Transport réglementé

- Environ 2 000 kilomètres de conduites de transport de gaz naturel au Brésil.
- Environ 11 200 kilomètres de lignes de transport en exploitation en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, de même qu'environ 4 200 kilomètres additionnels de nouveaux projets pour le transport réglementé en Amérique du Sud.

Distribution réglementée

- Environ 2,8 millions de raccordements, principalement d'électricité et de gaz naturel, et environ 680 000 compteurs intelligents installés.

Terminal réglementé

- L'un des plus grands terminaux d'exportation de charbon métallurgique dans le monde, avec une capacité d'environ 85 millions de tonnes par année (« Mtpa »).

Événements récents

Au cours de 2016, Brookfield Infrastructure, ainsi que des partenaires institutionnels et un fonds lié d'infrastructures parrainé par Brookfield, ont signé des ententes visant l'acquisition d'une participation effective de 28 % dans un système d'irrigation au Pérou en contrepartie d'un investissement d'environ 15 M\$ (notre quote-part). La réalisation de cette opération est assujettie à certaines conditions de clôture et aux approbations réglementaires.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente notre quote-part des mesures clés de notre secteur des services publics.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Base tarifaire	5 624 \$	4 032 \$	5 624 \$	4 032 \$
Flux de trésorerie liés aux opérations	170	102	438	302
Investissements de maintien	(4)	(3)	(10)	(9)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	166 \$	99 \$	428 \$	293 \$
Rendement de la base tarifaire ^{1, 2}	11 %	10 %	11 %	11 %

1. Le rendement de la base tarifaire correspond au BAIIA ajusté divisé par la base tarifaire moyenne pondérée dans le temps.

2. Le rendement de la base tarifaire exclut l'incidence des produits liés aux raccordements dans les activités de distribution réglementée au Royaume-Uni ainsi que d'une composante de remboursement de capital de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, notre secteur des services publics a généré des flux de trésorerie liés aux opérations de 170 M\$, comparativement à 102 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le principal facteur qui explique la hausse des flux de trésorerie liés aux opérations pour le trimestre est l'acquisition récente d'une entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil. En outre, l'intensification des activités de raccordement au sein de nos activités de distribution réglementée au Royaume-Uni et l'avantage conféré par l'indexation en fonction de l'inflation et par le capital pris en compte dans nos tarifs ont favorisé les flux de trésorerie liés aux opérations de ce secteur. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par l'incidence de la vente de l'entreprise de transport d'électricité en Ontario à l'exercice précédent.

Le tableau suivant présente la quote-part des résultats financiers attribuable à notre secteur des services publics.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Produits	261 \$	180 \$	715 \$	521 \$
Coûts attribués aux produits	(61)	(49)	(182)	(122)
BAIIA ajusté	200	131	533	399
Charges d'intérêts	(28)	(31)	(86)	(101)
Autres (charges) produits	(2)	2	(9)	4
Flux de trésorerie liés aux opérations	170	102	438	302
Amortissements	(58)	(38)	(147)	(116)
Impôt différé et autres éléments	(20)	(20)	(66)	(73)
Bénéfice net	92 \$	44 \$	225 \$	113 \$

Le tableau suivant présente notre quote-part du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations des entreprises de ce secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	BAIIA ajusté				Flux de trésorerie liés aux opérations			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Transport réglementé	105 \$	39 \$	246 \$	105 \$	97 \$	30 \$	213 \$	82 \$
Distribution réglementée	70	66	210	192	57	55	175	159
Terminal réglementé	25	26	77	102	16	17	50	61
Total	200 \$	131 \$	533 \$	399 \$	170 \$	102 \$	438 \$	302 \$

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Base tarifaire au début de la période	5 553 \$	3 961 \$	3 788 \$	4 018 \$
Acquisitions	—	—	1 498	—
Dépenses d'investissement mises en service	119	49	223	156
Inflation et autre indexation	14	15	34	54
Amortissement réglementaire	(11)	(13)	(36)	(38)
Écart de change et autres	(51)	20	117	(158)
Base tarifaire à la fin de la période	5 624 \$	4 032 \$	5 624 \$	4 032 \$

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations générés par nos activités liées au transport réglementé se sont chiffrés respectivement à 105 M\$ et à 97 M\$, contre 39 M\$ et 30 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté en raison de l'apport de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil, de l'avantage conféré par l'indexation en fonction de l'inflation et des ajouts à la base tarifaire. À l'exercice précédent, les résultats tenaient compte de l'apport d'une entreprise de transport d'électricité en Ontario vendue en 2016.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations générés par nos activités de distribution réglementée se sont chiffrés respectivement à 70 M\$ et à 57 M\$, contre 66 M\$ et 55 M\$, respectivement, pour la période correspondante de 2016. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté en raison de la solide performance de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni, qui a bénéficié d'une augmentation de la base tarifaire, de la hausse des produits tirés des raccordements, de l'indexation en fonction de l'inflation et de l'apport des compteurs intelligents acquis au cours des douze derniers mois, facteurs en partie contrebalancés par l'incidence du change.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, les activités liées au terminal réglementé ont enregistré un BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations de 25 M\$ et de 16 M\$, respectivement, comparativement à 26 M\$ et à 17 M\$, respectivement, pour la période correspondante de 2016. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont diminué par rapport à l'exercice précédent, les avantages conférés par l'indexation en fonction de l'inflation ayant été plus que contrebalancés par l'incidence du change.

La dotation aux amortissements a augmenté pour s'établir à 58 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, comparativement à 38 M\$ pour la période correspondante de 2016. Cette augmentation de 20 M\$ par rapport à 2016 est principalement attribuable à l'amortissement lié à l'acquisition de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil en avril, à l'amortissement additionnel lié aux entrées d'actifs réglementés, à la hausse de la valeur des actifs découlant de notre processus de réévaluation annuel et à l'incidence du change.

L'impôt différé et les autres éléments pour le trimestre clos le 30 septembre 2017 se sont chiffrés à une perte de 20 M\$, résultat qui cadre avec celui enregistré à l'exercice précédent.

Le tableau suivant présente l'évolution de notre quote-part du carnet d'investissements et des projets d'investissement qui seront mis en service.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Carnet d'investissements au début de la période	910 \$	701 \$	761 \$	452 \$
Nouveaux mandats de projets d'investissement	111	98	397	611
Moins : dépenses d'investissement	(148)	(92)	(344)	(315)
Écart de change et autres	(19)	(15)	40	(56)
Carnet d'investissements à la fin de la période	854	692	854	692
Travaux de construction en cours	301	192	301	192
Total des projets d'investissement qui seront mis en service	1 155 \$	884 \$	1 155 \$	884 \$

Au 30 septembre 2017, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 1 155 M\$, contre 884 M\$ au 30 septembre 2016. Notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni, notre réseau de transport d'électricité au Brésil et nos activités de transport d'électricité au Chili sont les principales activités à l'égard desquelles des projets d'investissement doivent être mis en service, avec des investissements respectifs d'environ 680 M\$, 260 M\$ et 190 M\$.

Transport

Notre secteur du transport est composé de réseaux d'accès libre qui offrent des services de transport, de stockage et de manutention du fret, de marchandises en vrac et de passagers pour lesquels nous touchons une redevance d'accès. La rentabilité se fonde sur les volumes et les prix obtenus lors de la fourniture de ces services. Ce secteur opérationnel est constitué d'entreprises fixant des prix plafonds du fait de la réglementation, comme nos activités ferroviaires et nos activités liées aux routes à péage, de même que d'entreprises non réglementées, comme nos ports. Les entreprises de transport sont, en règle générale, confrontées à d'importantes barrières à l'entrée et, dans plusieurs cas, ne disposent que d'un nombre restreint de substituts sur le marché local. Bien que ces entreprises affichent une sensibilité au prix du marché et au volume supérieure à celle de notre secteur des services publics, les produits sont généralement stables et, dans plusieurs cas, reposent sur des contrats ou des relations avec les clients. La diversification au sein de notre secteur du transport atténue l'impact des fluctuations de la demande d'un secteur d'activité, d'une marchandise ou d'un client en particulier. Environ 80 % du BAIIA ajusté de notre secteur du transport provient de produits tirés des contrats.

Pour notre secteur du transport, nos objectifs consistent à offrir un service sûr et fiable à nos clients et à répondre à leurs besoins en matière de croissance grâce à une utilisation accrue de nos actifs et à l'expansion de notre capacité par une utilisation efficace du capital. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de facturer un tarif approprié pour nos services et d'obtenir un rendement attrayant sur le capital investi. Notre performance peut se mesurer par la croissance de nos produits et par notre marge du BAIIA ajusté.

Notre secteur du transport se compose des éléments suivants :

Chemins de fer

- Seul fournisseur de réseau de chemins de fer dans le sud de l'Australie-Occidentale, avec environ 5 500 kilomètres de voies ferrées, et exploitant d'environ 4 800 kilomètres de voies ferrées en Amérique du Sud.

Routes à péage

- Environ 3 600 kilomètres d'autoroutes au Brésil, au Chili, au Pérou et en Inde.

Ports

- 36 terminaux portuaires situés en Amérique du Nord, au Royaume-Uni, en Australie et partout en Europe.

Événements récents

En août 2017, Brookfield Infrastructure, par l'entremise d'un fonds lié aux infrastructures parrainé par Brookfield, a convenu d'acquérir deux routes à péage dans le sud de l'Inde pour un montant d'approximativement 100 M\$ (notre quote-part), ce qui, une fois la transaction menée à terme, portera le total de notre portefeuille de routes au pays à plus de 600 kilomètres. Cette transaction devrait se conclure au début de 2018, sous réserve de l'achèvement des travaux de construction des routes et des approbations réglementaires habituelles.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente notre quote-part des mesures clés de notre secteur du transport.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Investissements de croissance	86 \$	104 \$	259 \$	211 \$
Marge du BAIIA ajusté ¹	43 %	49 %	44 %	49 %
Flux de trésorerie liés aux opérations	136	112	393	308
Investissements de maintien	(32)	(24)	(95)	(59)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	104 \$	88 \$	298 \$	249 \$

1. La marge du BAIIA ajusté est calculée déduction faite des produits tirés des projets de construction et des coûts de 1 M\$ et de 5 M\$ engagés au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 (2016 – néant pour le trimestre et la période de neuf mois) dans le cadre de nos activités liées aux routes à péage au Pérou au cours de la construction.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, notre secteur du transport a généré des flux de trésorerie liés aux opérations de 136 M\$, comparativement à 112 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie liés aux opérations ont bénéficié des hausses de tarifs en fonction de l'inflation au sein de nos entreprises de chemins de fer et de routes à péage, d'une augmentation de 4 % de la circulation sur nos routes en Amérique du Sud et de l'apport de notre entreprise de ports en Australie acquise au troisième trimestre de 2016, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des résultats de nos actifs ferroviaires et par l'incidence du change.

Le tableau suivant présente la quote-part des résultats financiers attribuable à notre secteur du transport.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Produits	411 \$	334 \$	1 181 \$	894 \$
Coûts attribués aux produits	(232)	(172)	(666)	(453)
BAIIA ajusté	179	162	515	441
Charges d'intérêts	(41)	(42)	(118)	(116)
Autres produits (charges)	(2)	(8)	(4)	(17)
Flux de trésorerie liés aux opérations	136	112	393	308
Amortissements	(82)	(69)	(233)	(183)
Impôt différé et autres éléments	(25)	(21)	(57)	53
Bénéfice net	29 \$	22 \$	103 \$	178 \$

Le tableau suivant présente la quote-part du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations de chaque entreprise de ce secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	BAIIA ajusté				Flux de trésorerie liés aux opérations			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Chemins de fer	67 \$	65 \$	200 \$	209 \$	47 \$	48 \$	147 \$	160 \$
Routes à péage	85	70	243	169	68	44	185	103
Ports	27	27	72	63	21	20	61	45
Total	179 \$	162 \$	515 \$	441 \$	136 \$	112 \$	393 \$	308 \$

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, notre entreprise de chemins de fer a généré un BAIIA ajusté de 67 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 47 M\$, comparativement à 65 M\$ et à 48 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté a été favorisé par la hausse des tarifs et des volumes au sein de nos activités en Amérique du Sud, facteur contrebalancé par les fluctuations du change au sein de nos activités ferroviaires en Australie. La diminution des flux de trésorerie liés aux opérations par rapport à l'exercice précédent tient au fait que les éléments mentionnés précédemment ont été plus que contrebalancés par la hausse des charges d'intérêts au sein de nos activités ferroviaires au Brésil et par les récentes initiatives d'expansion.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, nos routes à péage ont dégagé un BAIIA ajusté de 85 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 68 M\$, comparativement à 70 M\$ et à 44 M\$, respectivement, pour la période correspondante de 2016. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations de la période considérée ont tiré parti d'une augmentation de 4 % de la circulation sur nos routes en Amérique du Sud, de hausses de tarifs en fonction de l'inflation et de l'avantage conféré par une participation accrue dans notre entreprise de routes à péage au Brésil.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, nos activités portuaires ont généré un BAIIA ajusté de 27 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 21 M\$, comparativement à 27 M\$ et à 20 M\$, respectivement, pour 2016. Les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison de l'apport sur un trimestre complet de notre entreprise de ports en Australie acquise en août 2016.

La dotation aux amortissements a augmenté pour s'établir à 82 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, contre 69 M\$ pour la période comparative. La hausse de la dotation aux amortissements découle des acquisitions effectuées au cours des douze derniers mois, de l'amortissement additionnel associé aux programmes d'investissements de croissance, de notre processus de réévaluation annuel et de l'incidence du change.

L'impôt différé et les autres éléments pour le trimestre clos le 30 septembre 2017 ont représenté une perte de 25 M\$, soit 4 M\$ de plus qu'à la période correspondante de 2016 en raison surtout du change.

Le tableau suivant présente l'évolution de notre quote-part du carnet d'investissements et des projets d'investissement qui seront mis en service.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Carnet d'investissements au début de la période	670 \$	687 \$	721 \$	467 \$
Nouveaux mandats de projets d'investissement	45	177	181	428
Moins : dépenses d'investissement	(86)	(104)	(259)	(211)
Écart de change et autres	(50)	(1)	(64)	75
Carnet d'investissements à la fin de la période	579	759	579	759
Travaux de construction en cours	275	358	275	358
Total des projets d'investissement qui seront mis en service	854 \$	1 117 \$	854 \$	1 117 \$

Au 30 septembre 2017, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 854 M\$, contre 1 117 M\$ au 30 septembre 2016. Le total des projets d'investissement devant être mis en service a trait à des projets visant entre autres l'amélioration et l'expansion de nos réseaux ferroviaires, l'augmentation et l'élargissement des voies sur certaines routes à péage ainsi que le creusement de mouillages plus profonds et l'amélioration et la modernisation des infrastructures existantes dans nos ports. Nos entreprises de routes à péage en Amérique du Sud et nos activités ferroviaires au Brésil sont les principales activités à l'égard desquelles des projets d'investissement doivent être mis en service, avec des investissements respectifs d'environ 650 M\$ et 150 M\$.

Énergie

Notre secteur de l'énergie est composé de systèmes qui fournissent des services de transport, de stockage et de distribution. La rentabilité se fonde sur les volumes et les prix obtenus lors de la fourniture de ces services. Ce secteur opérationnel est constitué d'entreprises assujetties à une réglementation, comme notre entreprise de transport de gaz naturel dont les services sont assujettis à des plafonds tarifaires, de même que d'entreprises essentiellement non réglementées, comme notre entreprise d'énergie de quartier. Les entreprises du secteur de l'énergie doivent généralement surmonter d'importantes barrières à l'entrée du fait des coûts fixes élevés, des économies d'échelle ou des positions uniques occupées dans leurs marchés locaux. Notre secteur de l'énergie devrait tirer profit de la hausse prévue de la demande pour de l'énergie. Bien que ces entreprises soient plus sensibles aux prix du marché et au volume que notre secteur des services publics, leurs produits font généralement l'objet d'engagements contractuels assortis de durées variables et ils sont relativement stables.

Pour notre secteur de l'énergie, nos objectifs consistent à offrir un service sûr et fiable à nos clients et à satisfaire leurs besoins de croissance en augmentant l'utilisation de nos actifs et en développant notre capacité par une utilisation efficace des capitaux. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de facturer un tarif approprié pour nos services et d'obtenir un rendement attrayant sur le capital investi. Notre performance peut se mesurer par la croissance de nos produits, par notre marge du BAIIA ajusté, ainsi que par la croissance de nos flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

Notre secteur de l'énergie se compose des éléments suivants :

Activités de transport, de distribution et de stockage

- Environ 15 000 kilomètres de conduites de transport de gaz naturel.
- Stockage de gaz naturel d'environ 600 milliards de pieds cubes (« Gpi³ ») aux États-Unis et au Canada.

Activités liées à l'énergie de quartier

- Services de chauffage et de refroidissement offerts aux clients à partir de systèmes centralisés comprenant des usines de chauffage pouvant livrer 3 000 000 de livres par heure de vapeur, des systèmes centralisés de distribution de gaz et de cogénération pour le chauffage, le refroidissement et l'énergie, une capacité de refroidissement contractuelle de 261 000 tonnes et environ 17 800 raccordements pour les services de distribution de gaz naturel et d'eau et de collection d'eaux usées.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente notre quote-part des mesures clés de notre secteur de l'énergie.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Investissements de croissance	17 \$	18 \$	63 \$	51 \$
Marge du BAIIA ajusté ¹	47 %	52 %	53 %	55 %
Flux de trésorerie liés aux opérations	48	40	153	123
Investissements de maintien	(26)	(23)	(51)	(43)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	22 \$	17 \$	102 \$	80 \$

1. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, notre secteur de l'énergie a généré des flux de trésorerie liés aux opérations de 48 M\$, comparativement à 40 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie liés aux opérations de notre entreprise de transport de gaz naturel en Amérique du Nord ont profité de la diminution des charges d'intérêts découlant des mesures visant à réduire l'endettement et de la hausse des volumes de transport associée aux contrats récemment conclus. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la réduction des écarts liés à nos entreprises de stockage de gaz naturel.

Le tableau suivant présente la quote-part des résultats financiers attribuable à notre secteur de l'énergie.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Produits	133 \$	123 \$	398 \$	365 \$
Coûts attribués aux produits	(71)	(59)	(187)	(163)
BAIIA ajusté	62	64	211	202
Charges d'intérêts	(19)	(26)	(69)	(82)
Autres produits	5	2	11	3
Flux de trésorerie liés aux opérations	48	40	153	123
Amortissements	(36)	(32)	(104)	(92)
Impôt différé et autres éléments	(8)	(13)	(27)	(16)
Bénéfice net	4 \$	(5) \$	22 \$	15 \$

Le tableau suivant présente la quote-part du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations de chaque entreprise de ce secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	BAIIA ajusté				Flux de trésorerie liés aux opérations			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Transport et stockage d'énergie	46 \$	50 \$	170 \$	164 \$	35 \$	28 \$	119 \$	90 \$
Énergie de quartier	16	14	41	38	13	12	34	33
Total	62 \$	64 \$	211 \$	202 \$	48 \$	40 \$	153 \$	123 \$

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, nos activités liées au transport et au stockage d'énergie ont généré un BAIIA ajusté de 46 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 35 M\$, comparativement à 50 M\$ et à 28 M\$, respectivement, pour la période correspondante de 2016. Le BAIIA ajusté a diminué par rapport à l'exercice précédent, l'avantage conféré par la hausse des volumes de transport attribuable aux contrats récemment conclus en ce qui concerne nos activités liées au transport de gaz naturel en Amérique du Nord ayant été plus que contrebalancé par l'incidence de la réduction des écarts liés à nos entreprises de stockage de gaz naturel. Les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, l'incidence des éléments susmentionnés ayant été contrebalancée par la baisse des charges d'intérêts en raison de l'arrivée à leur terme des mesures visant à réduire l'endettement au sein de nos activités liées au transport de gaz naturel en Amérique du Nord.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, notre entreprise d'énergie de quartier a généré un BAIIA ajusté de 16 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 13 M\$, comparativement à 14 M\$ et à 12 M\$, respectivement, pour la période comparative. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté en raison de l'apport initial de huit nouveaux clients en Amérique du Nord ainsi que d'acquisitions complémentaires conclues aux États-Unis et au Canada au cours des douze derniers mois.

La dotation aux amortissements a augmenté pour s'établir à 36 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, contre 32 M\$ pour la période comparative. Cette augmentation tient principalement à notre processus annuel de réévaluation ainsi qu'au change.

L'impôt différé et les autres éléments pour le trimestre clos le 30 septembre 2017 ont représenté une perte de 8 M\$, comparativement à une perte de 13 M\$ pour la période correspondante de 2016. L'écart par rapport à l'exercice précédent tient aux profits liés à l'évaluation à la valeur de marché réalisés sur des contrats sur marchandises au sein de nos activités de stockage de gaz naturel en Amérique du Nord au cours de la période considérée.

Le tableau suivant présente l'évolution de notre quote-part du carnet d'investissements et des projets d'investissement qui seront mis en service.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Carnet d'investissements au début de la période	125 \$	170 \$	147 \$	181 \$
Nouveaux mandats de projets d'investissement	—	12	24	34
Moins : dépenses d'investissement	(17)	(18)	(63)	(51)
Écart de change et autres	(3)	1	(3)	1
Carnet d'investissements à la fin de la période	105	165	105	165
Travaux de construction en cours	59	64	59	64
Total des projets d'investissement qui seront mis en service	164 \$	229 \$	164 \$	229 \$

Au 30 septembre 2017, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 164 M\$, contre 229 M\$ au 30 septembre 2016. Les projets d'investissement mis en service comprennent un investissement d'environ 105 M\$ à l'égard de nos activités liées au transport, à la distribution et au stockage d'énergie, principalement à l'égard de la première phase du projet d'inversion sur la côte du golfe du Mexique soutenu par un contrat de 20 ans visant 385 000 décathermes par jour conclu avec un important exploitant de LGN. Le carnet d'investissements de nos activités liées à l'énergie de quartier comprend une somme de 45 M\$ liée à l'expansion des réseaux d'énergie et des systèmes d'irrigation de quartier en Australie et des projets d'expansion de 15 M\$ relativement à nos réseaux en Amérique du Nord.

Infrastructures de communications

Notre secteur d'infrastructures de communications fournit des services et des infrastructures essentiels aux secteurs de la radiodiffusion et des télécommunications. Ces services ainsi que l'accès à des infrastructures font l'objet de contrats à long terme assortis d'un mécanisme d'augmentation des tarifs. Les clients de nos services de télécommunications s'acquittent de frais récurrents payables à l'avance afin de louer de l'espace sur nos tours et d'y installer leur matériel. Les clients de nos services de radiodiffusion nous versent des frais en contrepartie de la transmission de contenu télévisuel et radiophonique aux utilisateurs finaux.

L'objectif principal de ce secteur consiste à tirer avantage d'une demande accrue pour la densification de la part des exploitants de réseaux mobiles et à acquérir des tours et d'autres infrastructures jugées non essentielles par ces exploitants. Notre performance peut être mesurée grâce à la croissance de notre BAIIA ajusté.

Le secteur est composé d'environ 7 000 tours à fonctions multiples et sites actifs installés sur des toits et de 5 000 kilomètres d'infrastructure de fibre situés en France.

Nos activités produisent des flux de trésorerie stables qui évoluent avec l'inflation et qui sont fondés sur des contrats à long terme (habituellement de dix ans dans le secteur des télécommunications et de cinq ans dans le secteur de la radiodiffusion) conclus avec des clients de premier plan en France.

Événements récents

Au cours de 2016, Brookfield Infrastructure, par l'entremise d'un fonds lié aux infrastructures parrainé par Brookfield, a signé des ententes visant l'acquisition d'une participation effective de 29 % dans une entreprise de télécommunications en Inde en contrepartie d'un investissement d'environ 200 M\$ (notre quote-part). La conclusion de cette transaction était assujettie à la fusion de Reliance Communications avec Aircel ainsi qu'à certaines autres conditions de clôture et approbations réglementaires. La fusion n'aura pas lieu; par conséquent, la transaction précédemment annoncée menée à terme non plus. Nous continuons cependant de surveiller l'évolution de la situation pour déterminer s'il est possible de convenir de conditions révisées.

Nous continuons de faire preuve de patience à l'égard de cette occasion et d'autres éventuelles occasions dans ce secteur. Nous évaluons plus particulièrement un certain nombre de portefeuilles dans le but d'établir en Inde une présence qui nous permettra de croître.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente notre quote-part des mesures clés pour notre secteur des infrastructures de communications.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Investissements de croissance	11 \$	8 \$	28 \$	19 \$
Marge du BAIIA ajusté ¹	57 %	58 %	57 %	54 %
Flux de trésorerie liés aux opérations	19	19	57	57
Investissements de maintien	(3)	(2)	(9)	(7)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	16 \$	17 \$	48 \$	50 \$

1. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Le tableau suivant présente la quote-part des résultats financiers attribuable à notre secteur des infrastructures de communications.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Produits	42 \$	40 \$	122 \$	123 \$
Coûts attribués aux produits	(19)	(17)	(54)	(56)
BAIIA ajusté	23	23	68	67
Charges d'intérêts	(3)	(4)	(9)	(9)
Autres charges	(1)	—	(2)	(1)
Flux de trésorerie liés aux opérations	19	19	57	57
Amortissements	(19)	(19)	(55)	(57)
Impôt différé et autres éléments	2	1	5	3
Bénéfice net	2 \$	1 \$	7 \$	3 \$

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, notre secteur d'infrastructures de communications a généré un BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations de 23 M\$ et de 19 M\$, respectivement, ce qui est comparable aux montants enregistrés pour l'exercice précédent. Exprimés en monnaie locale, les résultats ont augmenté de 6 %, hausse entièrement neutralisée par les fluctuations du change.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, les amortissements et l'impôt différé et les autres éléments sont demeurés relativement stables par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 19 M\$ et à 2 M\$, respectivement.

Siège social et autres

Le tableau qui suit présente, sur une base proportionnelle, les éléments du secteur Siège social et autres.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Frais généraux et administratifs	(2) \$	(2) \$	(7) \$	(6) \$
Honoraires de gestion de base	(61)	(43)	(166)	(116)
BAIIA ajusté	(63)	(45)	(173)	(122)
Autres produits	8	20	35	67
Coûts de financement	(17)	(13)	(46)	(36)
Flux de trésorerie liés aux opérations	(72)	(38)	(184)	(91)
Impôt différé et autres éléments	(44)	54	(141)	94
Perte nette	(116) \$	16 \$	(325) \$	3 \$

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, les frais généraux et administratifs se sont chiffrés à 2 M\$, demeurant stables par rapport à la période correspondante de 2016.

En vertu de notre convention-cadre de services, nous payons à Brookfield des honoraires de gestion de base annuels correspondant à 1,25 % de la valeur de marché de notre société majorée de nos parts privilégiées et du montant net de la dette avec recours. Les honoraires de gestion de base ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison d'une augmentation du cours de nos parts et de l'incidence du capital additionnel mobilisé au cours des douze derniers mois afin de financer de nouveaux investissements.

Les autres produits incluent les intérêts et les produits tirés des distributions ainsi que les profits ou les pertes réalisés obtenus sur les actifs financiers du siège social. La diminution enregistrée au trimestre clos le 30 septembre 2017 par rapport à la période comparative est principalement attribuable à la cession d'actifs financiers afin de financer de nouveaux investissements.

Les coûts de financement du siège social comprennent les charges d'intérêts et les commissions d'attente sur notre facilité de crédit consentie et les billets à moyen terme de la société, moins les intérêts gagnés sur les soldes de trésorerie. Les coûts de financement ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison de la hausse des emprunts en vue de financer les entreprises nouvellement acquises.

L'impôt différé et les autres éléments pour le trimestre clos le 30 septembre 2017 se sont chiffrés à une perte de 44 M\$, comparativement à un profit de 54 M\$ pour 2016. L'écart tient principalement à un profit non récurrent lié à la vente de notre participation à échelle réduite dans Asciano Limited à l'exercice précédent.

PRINCIPAUX POSTES DES COMPTES DE RÉSULTAT ET DES ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Pour mesurer la performance, nous nous concentrons sur le bénéfice net, une mesure définie par les IFRS, ainsi que sur certaines mesures non définies par les IFRS, y compris, mais sans s'y limiter, les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le BAIIA ajusté et le bénéfice ajusté, et sur d'autres mesures. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés comme les flux de trésorerie liés aux opérations, diminués des dépenses d'investissement nécessaires pour maintenir l'actuelle performance de nos activités (investissements de maintien). Nous définissons le BAIIA ajusté comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt sur le résultat exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Nous définissons le bénéfice ajusté comme le bénéfice net attribuable à notre société, excluant l'incidence de la dotation aux amortissements découlant de la réévaluation des immobilisations corporelles et l'incidence de la comptabilisation du prix d'achat, de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et des profits et pertes à la cession.

Tout comme le bénéfice net et d'autres mesures définies par les IFRS, les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés et le BAIIA ajusté sont des mesures clés de notre performance financière que nous utilisons pour évaluer les résultats d'exploitation et la performance de nos activités sectorielles. Le bénéfice ajusté est une autre mesure de la performance opérationnelle utilisée pour évaluer la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice récurrent, ce qui permet aux utilisateurs de mieux comprendre et d'évaluer la performance financière de notre société.

Puisque ces mesures ne sont pas calculées conformément aux IFRS et qu'elles n'ont aucune signification normalisée en vertu des IFRS, il est peu probable que les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le BAIIA ajusté et le bénéfice ajusté soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs, et elles constituent des outils d'analyse qui comportent des limites. Plus particulièrement, notre définition des flux de trésorerie liés aux opérations peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition des flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par l'Association des biens immobiliers du Canada (la « REALpac ») et la National Association of Real Estate Investment Trusts, Inc. (la « NAREIT »), entre autres parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les IFRS.

Pour plus de détails au sujet de notre utilisation des flux de trésorerie liés aux opérations, des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, du BAIIA ajusté et du bénéfice ajusté, ainsi que pour un rapprochement du bénéfice net et de ces mesures, se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS » du présent rapport de gestion.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES DONNÉES PAR PART	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Mesures clés				
Bénéfice net ¹	151 \$	103 \$	332 \$	350 \$
(Perte nette) bénéfice net par part de société en commandite ²	(0,04)	0,16	(0,13)	0,73
Flux de trésorerie liés aux opérations ³	301	235	857	699
Flux de trésorerie liés aux opérations par part ⁴	0,81	0,68	2,32	2,02
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ⁵	236	183	692	581
Rendement du capital investi ⁶	13 %	12 %	13 %	13 %
BAIIA ajusté ⁷	401	335	1 154	987
Bénéfice ajusté ⁸	130	109	405	382
Bénéfice ajusté par part ⁴	0,35	0,32	1,10	1,12
Distributions par part	0,44	0,39	1,31	1,15
Taux de distribution ⁹	65 %	68 %	69 %	67 %

1. Le bénéfice net attribuable aux commanditaires, à la participation ne donnant pas le contrôle attribuable aux parts de société en commandite rachetables et au commandité.
2. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, pondéré en fonction du temps, s'est établi à 262,6 millions et à 260,6 millions pour le trimestre et la période de neuf mois (2016 – 243,4 millions et 243,3 millions pour le trimestre et la période de neuf mois).
3. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et des flux de trésorerie liés aux opérations.
4. Nombre moyen de parts en circulation au cours du trimestre et de la période de neuf mois de 373,9 millions et de 371,0 millions (2016 – 345,3 millions et 345,2 millions pour le trimestre et la période de neuf mois).
5. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés comme les flux de trésorerie liés aux opérations diminués des investissements de maintien. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.
6. Nous définissons le rendement du capital investi comme les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés divisés par le capital investi. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement des capitaux propres de la société et du capital investi.
7. Nous définissons le BAIIA ajusté comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt sur le résultat exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.
8. Nous définissons le bénéfice ajusté comme le bénéfice net attribuable à notre société, excluant l'incidence de la dotation aux amortissements découlant de la réévaluation des immobilisations corporelles et l'incidence de la comptabilisation du prix d'achat, de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et des profits et pertes à la cession. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du bénéfice ajusté.
9. Le taux de distribution est défini comme les distributions versées (y compris les distributions incitatives et les distributions sur parts privilégiées du commandité), divisées par les flux de trésorerie liés aux opérations.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, nos flux de trésorerie liés aux opérations ont totalisé 301 M\$ (0,81 \$ par part), contre des flux de trésorerie liés aux opérations de 235 M\$ (0,68 \$ par part) pour le trimestre correspondant de 2016. Les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations par part ont augmenté de 28 % et de 19 %, respectivement, reflétant l'apport des nouveaux investissements ainsi que la croissance interne solide enregistrée par plusieurs de nos activités, facteurs contrebalancés en partie par l'incidence du change. Notre société a versé des distributions de 0,435 \$ par part au cours du troisième trimestre, soit une augmentation de 12 % par rapport à la période correspondante de 2016.

Les tableaux qui suivent présentent certains postes des comptes de résultat et des états de la situation financière par secteur opérationnel, sur une base proportionnelle.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Comptes de résultat				
Bénéfice net (perte nette) par secteur				
Services publics	92 \$	44 \$	225 \$	113 \$
Transport	29	22	103	178
Énergie	4	(5)	22	15
Infrastructures de communications	2	1	7	3
Siège social et autres	(116)	16	(325)	3
Bénéfice net	11 \$	78 \$	32 \$	312 \$
BAIIA ajusté par secteur				
Services publics	200 \$	131 \$	533 \$	399 \$
Transport	179	162	515	441
Énergie	62	64	211	202
Infrastructures de communications	23	23	68	67
Siège social et autres	(63)	(45)	(173)	(122)
BAIIA ajusté	401 \$	335 \$	1 154 \$	987 \$
Flux de trésorerie liés aux opérations par secteur				
Services publics	170 \$	102 \$	438 \$	302 \$
Transport	136	112	393	308
Énergie	48	40	153	123
Infrastructures de communications	19	19	57	57
Siège social et autres	(72)	(38)	(184)	(91)
Flux de trésorerie liés aux opérations	301 \$	235 \$	857 \$	699 \$

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

États de la situation financière	Au 30 septembre 2017	Au 31 décembre 2016
Total de l'actif par secteur		
Services publics	6 316 \$	4 605 \$
Transport	6 639	6 160
Énergie	3 074	3 032
Infrastructures de communications	999	933
Siège social et autres	(938)	(510)
Total de l'actif	16 090 \$	14 220 \$
Dette nette par secteur		
Services publics	3 148 \$	2 798 \$
Transport	2 798	2 611
Énergie	1 299	1 468
Infrastructures de communications	432	392
Siège social et autres	1 466	453
Dette nette	9 143 \$	7 722 \$
Capitaux propres de la société par secteur		
Services publics	3 168 \$	1 807 \$
Transport	3 841	3 549
Énergie	1 775	1 564
Infrastructures de communications	567	541
Siège social et autres	(2 404)	(963)
Capitaux propres de la société	6 947 \$	6 498 \$

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société, est une mesure que nous utilisons pour évaluer le rendement du capital investi par rapport au rendement visé. Les décisions de placement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % à long terme. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, moins le remboursement de capital estimatif¹ lié aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période.

Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres de la société, déduction faite de l'incidence des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales actives, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Le capital investi moyen pondéré s'est établi à 6 777 M\$ et à 6 453 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, respectivement. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS », à la page 55, pour plus de détails.

1. Estimation en fonction des modèles de flux de trésorerie actualisés auxquels nous avons recours pour évaluer le rendement de nos activités.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La nature de notre base d'actifs et la qualité des flux de trésorerie que nous en tirons nous permettent de maintenir une structure du capital stable et peu coûteuse. Nous nous efforçons de maintenir suffisamment de liquidités en tout temps pour être en mesure de saisir les occasions intéressantes lorsqu'elles se présentent, de mieux composer avec toute dégradation inattendue de la conjoncture et de maintenir des distributions relativement élevées de nos flux de trésorerie liés aux opérations aux porteurs de parts. Nos liquidités proviennent principalement des flux de trésorerie tirés de nos activités, des facilités de crédit inutilisées et de notre accès aux marchés publics et aux marchés des capitaux privés. Nous structurons également les actifs que nous détenons de manière à accroître notre capacité de les monnayer et ainsi obtenir des liquidités supplémentaires, au besoin. Certaines filiales peuvent être assujetties à des limites relativement à leur capacité de déclarer ou de verser des dividendes à notre société. Toute limite existant au 30 septembre 2017 et au 31 décembre 2016 était négligeable et n'aurait eu aucune incidence négative sur notre capacité à respecter nos obligations en matière de trésorerie.

Les liquidités à l'échelle du groupe s'établissaient à 3,6 G\$ au 30 septembre 2017, et elles se composaient de ce qui suit :

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2017	Au 31 décembre 2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie généraux	250 \$	549 \$
Facilité de crédit générale consentie	1 975	1 975
Facilité de crédit générale subordonnée	500	500
Prélèvements sur la facilité de crédit générale	(71)	—
Engagements en vertu de la facilité de crédit générale	(47)	(46)
Quote-part de la trésorerie conservée dans les entreprises	301	283
Quote-part du montant disponible aux termes des facilités de crédit des filiales	733	634
Liquidités à l'échelle du groupe	3 641 \$	3 895 \$

Au 30 septembre 2017, nous étions d'avis que les liquidités à l'échelle du groupe étaient suffisantes pour répondre aux besoins actuels de Brookfield Infrastructure. Nous avons terminé le trimestre avec des liquidités à l'échelle du groupe de 3,6 G\$, en baisse comparativement à 3,9 G\$ au 31 décembre 2016, une baisse qui tient essentiellement à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie généraux en caisse à la fin de l'exercice qui ont été utilisés, ainsi que le capital mobilisé au cours des neuf derniers mois, pour financer l'acquisition de nos activités liées au transport de gaz naturel réglementé au Brésil en avril 2017.

Nous finançons nos actifs surtout en ce qui a trait aux sociétés en exploitation au moyen d'emprunts qui, en général, viennent à échéance à long terme, comportent peu de clauses restrictives et sont sans recours contre Brookfield Infrastructure ou nos autres activités. Sur une base proportionnelle, au 30 septembre 2017, nos remboursements de capital prévus pour les cinq prochaines années sont les suivants :

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Durée moyenne (en années)	2017	2018	2019	2020	2021	Après	Total
Emprunts avec recours								
Emprunts généraux	5	— \$	100 \$	— \$	301 \$	— \$	993 \$	1 394 \$
Total des emprunts avec recours	5	—	100	—	301	—	993	1 394
Emprunts sans recours¹								
Services publics								
Distribution réglementée	11	21	36	8	11	6	725	807
Transport réglementé	10	—	—	—	—	—	1 337	1 337
Terminal réglementé	5	—	—	61	166	322	519	1 068
	9	21	36	69	177	328	2 581	3 212
Transport								
Chemins de fer	6	5	14	25	113	123	843	1 123
Routes à péage	9	57	251	129	85	95	710	1 327
Ports	4	32	32	112	208	63	70	517
	7	94	297	266	406	281	1 623	2 967
Énergie								
Transport et stockage d'énergie	9	—	59	95	7	—	929	1 090
Énergie de quartier	11	1	10	2	35	3	198	249
	10	1	69	97	42	3	1 127	1 339
Infrastructures de communications								
Infrastructures de télécommunications	6	—	—	—	111	—	349	460
	6	—	—	—	111	—	349	460
Total des emprunts sans recours¹	8	116	402	432	736	612	5 680	7 978
Total des emprunts²	8	116 \$	502 \$	432 \$	1 037 \$	612 \$	6 673 \$	9 372 \$
Trésorerie conservée dans les entreprises								
Services publics								64 \$
Transport								169
Énergie								40
Infrastructures de communications								28
Siège social								250
Total de la trésorerie conservée								551 \$
Dette nette								
Services publics								3 148 \$
Transport								2 798
Énergie								1 299
Infrastructures de communications								432
Siège social								1 466
								9 143 \$
Total de la dette nette		1 %	5 %	5 %	11 %	7 %	71 %	100 %

1. Représente la dette sans recours contre Brookfield Infrastructure, puisque les porteurs ont un droit de recours seulement contre les activités sous-jacentes.

2. Au 30 septembre 2017, environ 23 % des emprunts avaient été émis sous la forme d'emprunts à taux variable. Brookfield Infrastructure et ses filiales ont conclu des swaps de taux d'intérêt au moyen desquels la dette à taux variable a été transformée en dette à taux fixe; les échéances de la dette à taux variable sont ainsi réduites à quelque 21 % du total de nos emprunts. Compte non tenu du fonds de roulement et des facilités pour dépenses d'investissement, les échéances de la dette à taux variable correspondent approximativement à 20 % du total de nos emprunts, incluant l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

La durée moyenne de nos emprunts est de huit ans. Sur une base proportionnelle, notre ratio d'endettement net au 30 septembre 2017 était de 55 %. Le taux d'intérêt moyen pondéré en trésorerie s'établissait à 4,6 % pour l'ensemble des entreprises (2016 – 5,2 %), les taux pour nos secteurs des services publics, du transport, de l'énergie, des infrastructures de communications et du siège social s'étant respectivement chiffrés à 3,9 %, 6,5 %, 5,2 %, 2,6 % et 3,6 % (2016 – 4,1 %, 7,5 %, 7,2 %, 2,6 % et 2,9 %, respectivement).

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette proportionnelle et de la dette consolidée.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2017	Au 31 décembre 2016
Dette consolidée	9 647 \$	8 236 \$
Ajouter : quote-part de la dette des participations dans des entreprises associées :		
Services publics	807	727
Transport	1 163	1 083
Énergie	938	1 146
Infrastructures de communications	460	410
Déduire : emprunts attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	(2 883)	(2 619)
Prime sur la dette et swaps de devises	(438)	(429)
Dette proportionnelle	9 694 \$	8 554 \$

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau ci-dessous présente les obligations contractuelles de Brookfield Infrastructure au 30 septembre 2017.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Palements échéant par période				Total des flux de trésorerie contractuels
	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Créditeurs et autres passifs	695 \$	36 \$	12 \$	119 \$	862 \$
Emprunts généraux	322	100	662	632	1 716
Emprunts sans recours	181	722	1 787	5 241	7 931
Passifs financiers	341	66	54	943	1 404
Charges d'intérêts :					
Emprunts généraux	41	48	118	37	244
Emprunts sans recours	324	317	779	1 339	2 759

De plus, en vertu de la convention-cadre de services, nous versons chaque trimestre à Brookfield des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % (1,25 % annuellement) de la valeur de marché de notre société, plus le montant net des emprunts avec recours. Ces honoraires devraient s'élever à quelque 243 M\$ par année, en fonction de la capitalisation boursière de notre société au 30 septembre 2017, majorés de nos parts privilégiées et du montant net de nos emprunts généraux avec recours.

Un élément indissociable de la stratégie de notre société consiste à participer avec des investisseurs institutionnels à des fonds privés d'infrastructures parrainés par Brookfield, lesquels visent des acquisitions correspondant au profil de Brookfield Infrastructure. Dans le cours normal des activités, notre société a pris des engagements envers des fonds privés d'infrastructures parrainés par Brookfield afin de participer à ces acquisitions cibles dans l'avenir, lorsqu'elles seront déterminées, le cas échéant.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Stratégie de couverture du risque de change

Dans la mesure où nous croyons que cela s'avère intéressant sur le plan économique, notre stratégie consiste à couvrir une partie de nos placements en titres de capitaux propres ou de nos flux de trésorerie exposés au risque de change dans le cadre de nos activités. Les principes clés suivants constituent le fondement de notre stratégie de couverture du risque de change :

- Nous tirons parti de toute couverture naturelle qu'il pourrait y avoir au sein de nos activités.
- Dans la mesure du possible, nous finançons nos activités par des emprunts en monnaie locale.
- Nous pouvons recourir à des contrats dérivés dans la mesure où les couvertures naturelles ne sont pas suffisantes.

Le tableau qui suit présente la partie couverte de notre placement en devises, au 30 septembre 2017.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Couvertures d'investissement net									
	\$ US	\$ AU	GBP	BRL	CLP	\$ CA	EUR	COP	PEN	INR
Placement en titres de capitaux propres – \$ US	504 \$	1 548 \$	1 080 \$	3 201 \$	97 \$	(489) \$	777 \$	66 \$	119 \$	44 \$
Contrats de change – \$ US	3 567	(1 548)	(1 080)	—	—	(162)	(777)	—	—	—
Position nette non couverte – \$ US	4 071 \$	— \$	— \$	3 201 \$	97 \$	(651) \$	— \$	66 \$	119 \$	44 \$
Pourcentage du placement en titres de capitaux propres couvert	s.o.	100 %	100 %	— %	— %	s.o.	100 %	— %	— %	— %

Au 30 septembre 2017, nous disposions de couvertures visant à convertir en dollars américains un total de 51 % de notre placement net en titres de capitaux propres. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, nous avons comptabilisé des pertes dans le résultat global de 72 M\$ relativement à ces contrats.

RÉINVESTISSEMENT DES CAPITAUX

Notre plan consiste à financer nos investissements de croissance par les flux de trésorerie provenant de nos opérations, ainsi que par un financement par emprunt nous permettant de maintenir notre profil de crédit. Pour financer des projets d'aménagement et des acquisitions de grande envergure, nous évaluons diverses sources de capitaux, y compris le produit de la vente d'actifs secondaires et les financements par capitaux propres et par emprunt. Nous cherchons à lever des capitaux supplémentaires lorsque nous croyons pouvoir en dégager des rendements supérieurs au coût de l'investissement.

Le tableau qui suit donne un aperçu des sources et des affectations de flux de trésorerie pour la période.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux opérations	301 \$	235 \$	857 \$	699 \$
Investissements de maintien	(65)	(52)	(165)	(118)
Fonds disponibles aux fins de distribution (flux de trésorerie liés aux opérations ajustés)	236	183	692	581
Distributions versées	(197)	(160)	(587)	(466)
Fonds disponibles aux fins de réinvestissement	39	23	105	115
Investissements de croissance	(262)	(222)	(694)	(596)
Financement par emprunt des investissements de croissance	152	124	371	338
(Remboursements) émissions de titres d'emprunt sans recours	(33)	25	(110)	18
Nouveaux investissements, déduction faite des cessions	(25)	341	(1 675)	(178)
(Remboursements) prélèvements sur la facilité de crédit générale	(703)	(712)	71	75
Émissions de parts de société	977	8	988	13
Produit de l'émission de titres d'emprunt	—	—	537	—
Produit de l'émission de parts privilégiées	—	186	220	186
Variations du fonds de roulement et autres	(1)	47	(94)	157
Variation de la quote-part de la trésorerie	144	(180)	(281)	128
Quote-part de la trésorerie, au début	407	851	832	543
Quote-part de la trésorerie, à la fin	551 \$	671 \$	551 \$	671 \$

Le tableau qui suit détaille les investissements de croissance par secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Investissements de croissance par secteur				
Services publics	148 \$	92 \$	344 \$	315 \$
Transport	86	104	259	211
Énergie	17	18	63	51
Infrastructures de communications	11	8	28	19
	262 \$	222 \$	694 \$	596 \$

Les investissements de croissance se sont chiffrés à 262 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, ce qui représente une hausse par rapport à 222 M\$ à la période correspondante de 2016. La hausse des investissements de croissance reflète l'augmentation du nombre de raccordements et l'investissement dans notre programme de compteurs intelligents au sein de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni, ainsi que la poursuite de la construction de lignes de transport en Amérique du Sud, facteurs en partie contrebalancés par l'achèvement d'importants projets liés à nos entreprises de chemins de fer et de routes à péage en Amérique du Sud au cours des douze derniers mois.

Le tableau qui suit détaille les investissements de maintien par secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Investissements de maintien		Investissements réels			
	estimatifs trimestriels		Pour les trimestres		Pour les périodes de neuf mois	
	Plancher	Plafond	clos les 30 septembre		clos les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Investissements de maintien par secteur						
Services publics	15 \$	20 \$	4 \$	3 \$	10 \$	9 \$
Transport	125	135	32	24	95	59
Énergie	60	70	26	23	51	43
Infrastructures de communications	10	15	3	2	9	7
	210 \$	240 \$	65 \$	52 \$	165 \$	118 \$

Nous estimons que nos investissements de maintien annuels totaliseront entre 210 M\$ et 240 M\$, soit entre 15 M\$ et 20 M\$ pour les services publics, entre 125 M\$ et 135 M\$ pour le transport, entre 60 M\$ et 70 M\$ pour l'énergie, et entre 10 M\$ et 15 M\$ pour les infrastructures de communications. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, nos investissements de maintien ont été légèrement supérieurs à la fourchette estimative trimestrielle, en raison surtout du calendrier des dépenses de notre secteur Énergie, qui sont principalement engagées aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice.

CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIÉTÉ

Le tableau suivant présente le nombre total de parts de société de la société de portefeuille SEC en circulation.

	Au 30 septembre 2017	Au 31 décembre 2016
Parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield	115 824 992	108 401 992
Parts de commandité spécial	1 600 410	1 600 410
Parts de commandité gestionnaire	276 474 182	259 450 045
Total	393 899 584	369 452 447

Une société liée de Brookfield, en sa qualité de commandité spécial de la société de portefeuille SEC, a droit au versement de distributions incitatives fondées sur l'excédent des distributions trimestrielles sur les parts de société en commandite par rapport aux cibles convenues. Dans la mesure où les distributions sur les parts de société en commandite dépassent 0,203 \$ par trimestre, les droits liés aux distributions incitatives donnent droit au commandité spécial à 15 % des distributions dépassant ce seuil, jusqu'à 0,22 \$ par part.

Dans la mesure où les distributions sur les parts de société en commandite dépassent 0,22 \$ par part, les droits liés aux distributions incitatives donnent droit au commandité spécial à 25 % des distributions dépassant ce seuil. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, des distributions incitatives de 28 M\$ et de 84 M\$ ont été versées au commandité spécial (2016 – 21 M\$ et 59 M\$, respectivement).

GESTION DU CAPITAL

L'approche de notre société en matière de gestion du capital consiste à maximiser les rendements pour les porteurs de parts et à nous assurer que le capital est investi de façon à nous permettre d'atteindre nos objectifs en matière de rendement des placements.

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société, est une mesure que nous utilisons pour évaluer le rendement du capital investi par rapport au rendement visé. Les décisions de placement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % à long terme. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, moins le remboursement de capital estimatif¹ lié aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période.

Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres de la société, déduction faite de l'incidence des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales actives, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, la moyenne pondérée du capital investi s'est chiffrée à 6 777 M\$ et à 6 453 M\$. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS » à la page 55 pour plus de renseignements.

1. *Estimation en fonction des modèles de flux de trésorerie actualisés auxquels nous avons recours pour évaluer le rendement de nos activités.*

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal de ses activités, Brookfield Infrastructure a conclu les transactions présentées ci-après avec des parties liées. La société mère immédiate de Brookfield Infrastructure est notre société. La société mère ultime de Brookfield Infrastructure est Brookfield. Les autres parties liées de Brookfield Infrastructure sont ses filiales et ses entités actives.

a) Transactions avec la société mère directe

Tout au long de l'exercice, le commandité, en sa qualité de commandité de notre société, verse des jetons de présence, dont une partie est imputée au coût à notre société conformément à la convention de société en commandite. Un montant inférieur à 1 M\$ a été engagé relativement aux jetons de présence au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 (2016 – moins de 1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois).

b) Transactions avec d'autres parties liées

Depuis sa constitution, Brookfield Infrastructure a une convention de gestion (la « convention-cadre de services ») avec certains fournisseurs de services externes (les « fournisseurs de services »), qui sont des filiales en propriété exclusive de Brookfield.

En vertu de la convention-cadre de services, Brookfield Infrastructure verse chaque trimestre au fournisseur de services des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % par trimestre (1,25 % annuellement) de la valeur de marché de notre société. Les honoraires de gestion de base se sont chiffrés à 61 M\$ et à 166 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 (2016 – 43 M\$ et 116 M\$, respectivement).

Aux fins du calcul des honoraires de gestion de base, la valeur de marché de notre société correspond au total de la valeur de l'ensemble des parts en circulation de notre société (en supposant la conversion de la totalité des parts de société en commandite rachetables de Brookfield dans la société de portefeuille SEC en parts de notre société), des parts privilégiées et des titres des autres bénéficiaires de services (tels qu'ils sont définis dans la convention-cadre de services de Brookfield Infrastructure) qui ne sont pas détenus par Brookfield Infrastructure, majoré du montant de la dette impayée à l'égard d'une tierce partie assortie d'un recours à l'endroit d'un bénéficiaire de services, déduction faite de toute la trésorerie détenue par de telles entités.

À l'occasion, Brookfield Infrastructure place des fonds en dépôt auprès de Brookfield. Au 30 septembre 2017, le solde des dépôts de Brookfield Infrastructure auprès de Brookfield était de moins de 1 M\$ (31 décembre 2016 – 255 M\$) et avait généré des intérêts de moins de 1 M\$ et de 1 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 (2016 – moins de 1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois).

Les activités liées à l'énergie de quartier en Amérique du Nord de Brookfield Infrastructure fournissent des services de chauffage et de refroidissement et des contrats de location de locaux à bureaux établis selon les modalités en vigueur sur le marché avec des filiales de Brookfield Office Properties Inc. Les activités liées à l'énergie de quartier en Amérique du Nord ont aussi recours à des services-conseils et à des services d'ingénierie offerts par une filiale en propriété exclusive de Brookfield selon les modalités en vigueur sur le marché. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, des produits de 2 M\$ et de 5 M\$, respectivement, ont été générés (2016 – moins de 1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois) et des charges de 2 M\$ et de 3 M\$ ont été engagées, respectivement (2016 – moins de 1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois).

Brookfield Infrastructure a recours à une filiale en propriété exclusive de Brookfield pour négocier et souscrire de l'assurance, ainsi que pour évaluer le caractère adéquat de l'assurance au nom de notre société et de certaines filiales. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, Brookfield Infrastructure a versé moins de 1 M\$ pour ces services (2016 – moins de 1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois).

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Nous n'avons conclu aucun arrangement hors bilan qui a, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative, actuellement ou dans l'avenir, pour les investisseurs, sur notre situation financière, l'évolution de notre situation financière, nos produits ou nos charges, nos résultats d'exploitation, notre liquidité, nos dépenses d'investissement ou nos ressources en capital.

Nous fournissons, au nom de nos filiales, des lettres de crédit qui comprennent, sans toutefois s'y limiter, des garanties relatives à des réserves pour le service de la dette, à des réserves au titre du capital, à l'achèvement des travaux de construction et à la performance. Au 30 septembre 2017, les lettres de crédit émises par nos filiales s'élevaient à 47 M\$ (2016 – 46 M\$).

Dans le cours normal des activités, nous signons des conventions qui prévoient des indemnisations et qui accordent des garanties à des tiers relativement à certaines transactions, notamment des cessions ou des acquisitions d'entreprises, des projets de construction, des projets d'investissement et des ventes ou des achats d'actifs ou de services. Nous avons également convenu d'indemniser nos administrateurs et certains de nos dirigeants et employés. La nature de la presque totalité des engagements d'indemnisation ne nous permet pas d'établir une évaluation raisonnable du montant maximal que nous pourrions être tenus de verser à des tiers, car bon nombre d'ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Par le passé, nous n'avons versé aucun montant important en vertu de ces conventions d'indemnisation.

RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Pour mesurer la performance opérationnelle, nous analysons les flux de trésorerie liés aux opérations ainsi que d'autres mesures définies par les IFRS, comme le bénéfice net. Nous analysons également les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi.

Ces mesures ne sont pas calculées conformément aux IFRS, et elles n'ont aucune signification normalisée en vertu des IFRS; par conséquent, il est peu probable que ces mesures soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs.

Les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi sont des outils d'analyse qui comportent des limites. Par conséquent, les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi ne devraient pas être considérés comme l'unique mesure de notre performance et ne devraient pas être considérés de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de nos résultats, tels qu'ils sont présentés en vertu des IFRS.

Le bénéfice net attribuable à notre société est la mesure définie par les IFRS la plus directement comparable avec les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le BAIIA ajusté et le bénéfice ajusté. Les capitaux propres de la société sont la mesure définie par les IFRS la plus directement comparable avec le capital investi. Nous vous invitons fortement à analyser les mesures financières en vertu des IFRS présentées dans le rapport de gestion et à ne pas vous fier à une mesure financière unique pour évaluer notre société.

Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie.

Les flux de trésorerie liés aux opérations ont leurs limites à titre d'outil d'analyse :

- Les flux de trésorerie liés aux opérations ne tiennent pas compte de la dotation aux amortissements. Comme nous détenons des immobilisations à durée d'utilité déterminée, la dotation aux amortissements tient compte du fait que nous devons conserver ou remplacer nos actifs en vue de maintenir notre capacité à générer des produits.
- Ils ne tiennent pas compte de l'impôt différé, qui pourrait devenir exigible si nous détenons nos actifs pour une longue durée.
- Ils ne tiennent compte d'aucun coût de résiliation ou de transaction, d'aucun profit ou perte sur évaluation sans effet sur la trésorerie ni des pertes de valeur.

Toutefois, les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure clé utilisée par la direction pour évaluer notre performance opérationnelle et constituent le fondement de la politique de distribution de notre société.

Lorsqu'ils sont considérés conjointement avec nos résultats en vertu des IFRS, les flux de trésorerie liés aux opérations permettent, à notre avis, une meilleure compréhension des facteurs et des tendances influant sur nos activités sous-jacentes. Ils nous permettent d'évaluer nos activités selon le rendement en trésorerie du capital investi en déduisant l'incidence des éléments sans effet sur la trésorerie et autres éléments.

Nous réintégrons la dotation aux amortissements pour neutraliser les effets de la perte de valeur de notre actif au fil du temps puisque nous sommes d'avis que la valeur de la plupart de nos actifs se maintiendra au fil du temps, à condition que nous fassions tous les investissements de maintien nécessaires. Nous rajoutons l'impôt différé, cet élément ne traduisant pas, à notre avis, la valeur actuelle des obligations fiscales en trésorerie réelles que nous devons acquitter, particulièrement si nos activités sont détenues longtemps. Nous rajoutons aussi les profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie comptabilisés en résultat net, car ils sont sans effet sur la trésorerie et donnent une approximation, à un moment précis, de la valeur des éléments que nous jugeons non courants. Nous rajoutons également les coûts de résiliation et de transaction, car, par leur nature, il s'agit de dépenses en capital.

En outre, nous analysons les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, que nous définissons comme les flux de trésorerie liés aux opérations diminués des dépenses d'investissement nécessaires pour maintenir la performance actuelle de nos activités (investissements de maintien). Bien que les flux de trésorerie liés aux opérations permettent d'évaluer la performance opérationnelle actuelle, ils ne tiennent pas compte des coûts nécessaires pour maintenir la performance opérationnelle des actifs de notre société. Pour évaluer la performance opérationnelle durable à long terme de nos entreprises, nous avons remarqué qu'en plus des flux de trésorerie liés aux opérations, les investisseurs se fient aux flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, qui tiennent compte de l'incidence des investissements de maintien.

Nous analysons également le BAIIA ajusté, que nous définissons comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt sur le résultat exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Le BAIIA ajusté permet une meilleure compréhension de la performance de notre entreprise et en facilite la comparabilité d'une période à l'autre et avec nos pairs. Le BAIIA ajusté exclut l'incidence des charges d'intérêts et de l'impôt sur le résultat exigible pour éliminer l'incidence de la structure du capital et du profil fiscal actuels sur l'évaluation de la performance opérationnelle de nos entreprises.

Le bénéfice ajusté est une mesure qui peut être utilisée pour évaluer la performance de nos activités. Le bénéfice ajusté est défini comme le bénéfice net attribuable à notre société, excluant l'incidence de toute dotation aux amortissements additionnelle découlant de la réévaluation de nos immobilisations corporelles et de l'incidence de la comptabilisation du prix d'achat, de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et des profits et pertes à la cession. Même si nous sommes d'avis que les investissements de maintien constituent la mesure la plus juste des coûts liés à la préservation de notre capacité à générer des produits, nous reconnaissons que les investisseurs pourraient considérer l'amortissement en fonction du coût historique comme une mesure plus pertinente. Le bénéfice ajusté exclut l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture comptabilisés en résultat net et les profits ou pertes à la cession, puisque nous sommes d'avis que ces éléments ne reflètent pas la performance continue de nos activités sous-jacentes.

Lorsqu'il est considéré conjointement avec nos résultats en vertu des IFRS, le bénéfice ajusté permet, à notre avis, une meilleure compréhension de la performance de nos activités sous-jacentes et permet aux utilisateurs d'obtenir une meilleure comparabilité de notre performance avec nos pairs dans certains territoires et d'une période à l'autre.

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société, est une mesure que nous utilisons pour évaluer le rendement du capital investi par rapport au rendement visé. Les décisions de placement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % à long terme. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, moins le remboursement de capital estimatif lié aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période. Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres de la société, déduction faite des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales actives, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du bénéfice net attribuable à notre société, la mesure définie par les IFRS la plus directement comparable, et des flux de trésorerie liés aux opérations et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, deux mesures financières non définies par les IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES MONTANTS PAR PART ¹	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice net attribuable à la société ²	11 \$	78 \$	32 \$	312 \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Amortissements	195	158	539	448
Impôt différé	6	(18)	14	(31)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture	26	49	111	40
Pertes (profits) sur évaluation et autres	63	(32)	161	(70)
Flux de trésorerie liés aux opérations	301	235	857	699
Investissements de maintien	(65)	(52)	(165)	(118)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	236 \$	183 \$	692 \$	581 \$
Remboursement de capital	(23)	(10)	(56)	(31)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, moins le remboursement de capital	213 \$	173 \$	636 \$	550 \$

1. Se reporter à la section « Rapprochement des secteurs opérationnels » pour un rapprochement détaillé des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des comptes consolidés de résultat de notre société.

2. Comprend le bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, au commandité et aux commanditaires.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, l'écart entre le bénéfice net attribuable à la société et les flux de trésorerie liés aux opérations tient à la dotation aux amortissements de 195 M\$ (2016 – 158 M\$), à la charge d'impôt différé de 6 M\$ (2016 – économie d'impôt différé de 18 M\$), aux pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture de 26 M\$ (2016 – pertes de 49 M\$) et aux pertes sur évaluation et autres de 63 M\$ (2016 – profits de 32 M\$).

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, l'écart entre le bénéfice net attribuable à la société et les flux de trésorerie liés aux opérations tient à la dotation aux amortissements de 539 M\$ (2016 – 448 M\$), à la charge d'impôt différé de 14 M\$ (2016 – économie d'impôt différé de 31 M\$), aux pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture de 111 M\$ (2016 – pertes de 40 M\$) et aux pertes sur évaluation et autres de 161 M\$ (2016 – profits de 70 M\$).

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net attribuable à notre société, la mesure définie par les IFRS la plus directement comparable, et du BAIIA ajusté, une mesure non définie par les IFRS. Le BAIIA ajusté est présenté en fonction de notre quote-part des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS ¹	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice net attribuable à la société ²	11 \$	78 \$	32 \$	312 \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Amortissements	195	158	539	448
Impôt différé	6	(18)	14	(31)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres éléments	89	17	272	(30)
Charges d'intérêts	108	116	328	344
Autres produits	(8)	(16)	(31)	(56)
BAIIA ajusté	401 \$	335 \$	1 154 \$	987 \$

1. Se reporter à la section « Rapprochement des secteurs opérationnels » pour un rapprochement détaillé des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des comptes consolidés de résultat de notre société.
2. Comprend le bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, au commandité et aux commanditaires.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, l'écart entre le bénéfice net attribuable à la société et le BAIIA ajusté tient principalement à la dotation aux amortissements de 195 M\$ (2016 – 158 M\$) et aux charges d'intérêts de 108 M\$ (2016 – 116 M\$).

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, l'écart entre le bénéfice net attribuable à la société et le BAIIA ajusté tient principalement à la dotation aux amortissements de 539 M\$ (2016 – 448 M\$) et aux charges d'intérêts de 328 M\$ (2016 – 344 M\$).

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net attribuable à notre société, la mesure définie par les IFRS la plus directement comparable, et du bénéfice ajusté, une mesure financière non définie par les IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice net attribuable à la société ¹	11 \$	78 \$	32 \$	312 \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition	93	76	262	222
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture	26	49	111	40
Profit à la cession de filiales ou découlant de changements de participation	—	(94)	—	(192)
Bénéfice ajusté	130 \$	109 \$	405 \$	382 \$

1. Comprend le bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, au commandité et aux commanditaires.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, l'écart entre le bénéfice net attribuable à la société et le bénéfice ajusté tient à la dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition de 93 M\$ (2016 – 76 M\$) et des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture de 26 M\$ (2016 – pertes de 49 M\$). Les profits enregistrés à l'exercice précédent relativement à la vente de filiales ou aux changements de participation comprenaient surtout un profit non récurrent lié à notre entreprise de ports à l'exercice précédent. L'augmentation du bénéfice ajusté tient surtout à l'acquisition de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil plus tôt en 2017.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, l'écart entre le bénéfice net attribuable à la société et le bénéfice ajusté tient à la dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition de 262 M\$ (2016 – 222 M\$) et des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture de 111 M\$ (2016 – pertes de 40 M\$). Les profits enregistrés à l'exercice précédent relativement à la vente de filiales ou aux changements de participation comprenaient surtout un profit non récurrent lié à nos entreprises de ports et de routes à péage. L'augmentation du bénéfice ajusté tient surtout à l'acquisition de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil plus tôt en 2017.

Le bénéfice net par part de société en commandite est la mesure définie par les IFRS la plus directement comparable avec les flux de trésorerie liés aux opérations par part et le bénéfice ajusté par part.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net (de la perte nette) par part de société en commandite, la mesure définie par les IFRS la plus directement comparable, et des flux de trésorerie liés aux opérations par part, une mesure financière non définie par les IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES MONTANTS PAR PART ¹	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
(Perte nette) bénéfice net par part de société en commandite ²	(0,04) \$	0,16 \$	(0,13) \$	0,73 \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Amortissements	0,52	0,46	1,45	1,30
Impôt différé	0,02	(0,05)	0,04	(0,09)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture	0,07	0,14	0,30	0,12
Pertes (profits) sur évaluation et autres	0,24	(0,03)	0,66	(0,04)
Flux de trésorerie liés aux opérations par part ³	0,81 \$	0,68 \$	2,32 \$	2,02 \$

1. Se reporter à la section « Rapprochement des secteurs opérationnels » pour un rapprochement détaillé des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des comptes consolidés de résultat de notre société.
2. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, il y avait en moyenne 262,6 millions et 260,6 millions de parts de société en commandite en circulation (2016 – 243,4 millions et 243,3 millions pour le trimestre et la période de neuf mois).
3. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, il y avait en moyenne 373,9 millions et 371,0 millions de parts en circulation (2016 – 345,3 millions et 345,2 millions pour le trimestre et la période de neuf mois).

Le tableau suivant présente un rapprochement (de la perte nette) du bénéfice net par part de société en commandite, la mesure définie par les IFRS la plus directement comparable, et du bénéfice ajusté par part, une mesure financière non définie par les IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES MONTANTS PAR PART	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
(Perte nette) bénéfice net par part de société en commandite ¹	(0,04) \$	0,16 \$	(0,13) \$	0,73 \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition	0,25	0,22	0,70	0,64
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture	0,07	0,14	0,30	0,10
Pertes à la vente de filiales ou découlant de changements de participation et autres	0,07	(0,20)	0,23	(0,35)
Bénéfice ajusté par part ²	0,35 \$	0,32 \$	1,10 \$	1,12 \$

1. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, il y avait en moyenne 262,6 millions et 260,6 millions de parts de société en commandite en circulation (2016 – 243,4 millions et 243,3 millions pour le trimestre et la période de neuf mois).
2. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, il y avait en moyenne 373,9 millions et 371,0 millions de parts en circulation (2016 – 345,3 millions et 345,2 millions pour le trimestre et la période de neuf mois).

Le tableau suivant présente un rapprochement du capital de la société, la mesure définie par les IFRS la plus directement comparable, et du capital investi, une mesure financière non définie par les IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2017	Au 31 décembre 2016
Capitaux propres de la société	13 495 \$	9 644 \$
Déduire l'incidence des éléments suivants depuis la création :		
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales actives	(5 953)	(2 771)
Déficit (bénéfice)	1 229	697
Cumul des autres éléments du résultat global	(1 067)	(1 074)
Changements de participation	(109)	(109)
Capital investi	7 595 \$	6 387 \$

Le capital investi a augmenté en raison de l'émission de 220 M\$ de parts privilégiées de série 7 en janvier 2017, et d'un montant de 977 M\$ lié aux parts émises lors de l'émission de capitaux propres de septembre 2017 et en vertu du régime de réinvestissement des distributions de notre société.

Le tableau suivant présente la variation du capital investi au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Solde d'ouverture	6 618 \$	5 457 \$	6 387 \$	5 452 \$
Émission de parts privilégiées	—	186	220	186
Émission de parts de société en commandite et de parts de société en commandite rachetables	977	8	988	13
Solde de clôture au 30 septembre	7 595	5 651	7 595	5 651
Moyenne pondérée du capital investi	6 778	5 578	6 646	5 495

Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés comme les flux de trésorerie liés aux opérations (selon leur définition à la note 9, Information sectorielle) diminués des investissements de maintien. Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 se sont établis à 236 M\$ et à 692 M\$, respectivement (2016 – 183 M\$ et 581 M\$, respectivement). Le remboursement de capital estimatif¹ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 s'est chiffré à 23 M\$ et à 56 M\$, respectivement (2016 – 10 M\$ et 31 M\$, respectivement).

Notre société a atteint ses objectifs en matière de rendement des placements, et a enregistré un rendement du capital investi de 13 % pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 (2016 – 12 % et 13 %, respectivement).

1. Estimation en fonction des modèles de flux de trésorerie actualisés auxquels nous avons recours pour évaluer le rendement de nos activités.

AUTRES MESURES PERTINENTES

La section qui suit présente de l'information pour aider les utilisateurs à calculer la valeur d'entreprise de notre société.

Valeur d'entreprise

Nous définissons la valeur d'entreprise comme la valeur de marché de notre société, majorée des parts privilégiées et de la quote-part de la dette, déduction faite de notre quote-part de la trésorerie.

Le tableau qui suit présente la valeur d'entreprise au 30 septembre 2017 et au 31 décembre 2016.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2017	Au 31 décembre 2016
Parts de société en commandite en circulation à la fin de la période ¹	393,9	369,5
Prix ²	43,0353 \$	33,4719 \$
Capitalisation boursière	16 952	12 368
Parts privilégiées ³	595	375
Quote-part de la dette nette ⁴	9 143	7 722
Valeur d'entreprise	26 690 \$	20 465 \$

1. Comprend les parts du commanditaire, les parts du commandité et les parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield.

2. Le calcul de la valeur de marché de notre société repose sur le prix par part, soit le prix par part calculé selon le cours moyen de nos parts, pondéré en fonction du volume, négociées à la Bourse de New York au cours des cinq derniers jours de Bourse d'une période.

3. Parts privilégiées présentées dans les états consolidés de la situation financière de Brookfield Infrastructure.

4. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » pour un rapprochement détaillé de la dette nette proportionnelle de Brookfield Infrastructure et de la dette consolidée de notre société dans les états consolidés de la situation financière.

Rapprochement des secteurs opérationnels

Le BAIIA ajusté, les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés présentés se fondent sur notre quote-part des résultats des activités comptabilisées selon la méthode de la consolidation et de la mise en équivalence, selon lesquelles nous exerçons un contrôle ou une influence notable sur le placement, respectivement, afin d'illustrer l'incidence des principaux inducteurs de valeur des secteurs opérationnels sur notre performance globale. Par conséquent, les amortissements par secteur, l'impôt différé, les coûts de résiliation et de transaction ainsi que les profits et pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie constituent des éléments de rapprochement qui différeront des résultats présentés selon les IFRS, puisqu'ils 1) comprennent la quote-part nous revenant du bénéfice des participations dans des entreprises associées attribuable à chacun des éléments ci-dessus et 2) excluent la quote-part du bénéfice (de la perte) des participations consolidées non détenues par nous répartie entre chacun des éléments susmentionnés.

Les tableaux suivants présentent les résultats de chaque secteur dans le format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs afin de prendre des décisions de nature opérationnelle et évaluer la performance. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte notre participation dans des transactions comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence et qui sont liées à des participations qui font en sorte que nous exerçons un contrôle ou une influence notable, respectivement, sur la participation. Ces tableaux présentent le rapprochement de chaque élément de nos résultats proportionnels et des comptes consolidés de résultat de notre société au moyen du regroupement des composantes comprenant les bénéfices provenant de nos participations dans des entreprises associées et de la présentation de la tranche de chaque élément qui est attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle. Se reporter à la section « Analyse des éléments de rapprochement par secteur », à la page 62, pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de notre compte de résultat conformément aux IFRS.

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2017 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Total attribuable à Brookfield Infrastructure						Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des IFRS
	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de communications	Autres	Total			
Produits	261 \$	411 \$	133 \$	42 \$	— \$	847 \$	(403) \$	517 \$	961 \$
Coûts attribués aux produits	(61)	(232)	(71)	(19)	—	(383)	213	(224)	(394)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(63)	(63)	—	—	(63)
BAIIA ajusté	200	179	62	23	(63)	401	(190)	293	
Autres (charges) produits	(2)	(2)	5	(1)	8	8	1	(10)	(1)
Charges d'intérêts	(28)	(41)	(19)	(3)	(17)	(108)	39	(45)	(114)
Flux de trésorerie liés aux opérations	170	136	48	19	(72)	301	(150)	238	
Amortissements	(58)	(82)	(36)	(19)	—	(195)	94	(114)	(215)
Impôt différé	(15)	3	(1)	3	4	(6)	—	(7)	(13)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres éléments	(5)	(28)	(7)	(1)	(48)	(89)	32	23	(34)
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	24	—	24
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle et aux porteurs de parts privilégiées	—	—	—	—	—	—	—	(140)	(140)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société ¹	92 \$	29 \$	4 \$	2 \$	(116) \$	11 \$	— \$	— \$	11 \$

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2016 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Total attribuable à Brookfield Infrastructure						Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des IFRS
	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de communications	Autres	Total			
Produits	180 \$	334 \$	123 \$	40 \$	— \$	677 \$	(355) \$	200 \$	522 \$
Coûts attribués aux produits	(49)	(172)	(59)	(17)	—	(297)	175	(145)	(267)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(45)	(45)	—	—	(45)
BAIIA ajusté	131	162	64	23	(45)	335	(180)	55	
Autres produits (charges)	2	(8)	2	—	20	16	7	2	25
Charges d'intérêts	(31)	(42)	(26)	(4)	(13)	(116)	51	(33)	(98)
Flux de trésorerie liés aux opérations	102	112	40	19	(38)	235	(122)	24	
Amortissements	(38)	(69)	(32)	(19)	—	(158)	84	(52)	(126)
Impôt différé	2	16	4	1	(5)	18	(5)	10	23
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres éléments	(22)	(37)	(17)	—	59	(17)	11	43	37
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	32	—	32
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle et aux porteurs de parts privilégiées	—	—	—	—	—	—	—	(25)	(25)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société ¹	44 \$	22 \$	(5) \$	1 \$	16 \$	78 \$	— \$	— \$	78 \$

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2017 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Total attribuable à Brookfield Infrastructure						Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des IFRS
	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de communications	Autres	Total			
Produits	715 \$	1 181 \$	398 \$	122 \$	— \$	2 416 \$	(1 191) \$	1 326 \$	2 551 \$
Coûts attribués aux produits	(182)	(666)	(187)	(54)	—	(1 089)	624	(645)	(1 110)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(173)	(173)	—	—	(173)
BAlIA ajusté	533	515	211	68	(173)	1 154	(567)	681	
Autres (charges) produits	(9)	(4)	11	(2)	35	31	8	(26)	13
Charges d'intérêts	(86)	(118)	(69)	(9)	(46)	(328)	132	(119)	(315)
Flux de trésorerie liés aux opérations	438	393	153	57	(184)	857	(427)	536	
Amortissements	(147)	(233)	(104)	(55)	—	(539)	273	(275)	(541)
Impôt différé	(33)	10	(1)	8	2	(14)	(1)	(16)	(31)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres éléments	(33)	(67)	(26)	(3)	(143)	(272)	72	55	(145)
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	83	—	83
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle et aux porteurs de parts privilégiées	—	—	—	—	—	—	—	(300)	(300)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société ¹	225 \$	103 \$	22 \$	7 \$	(325) \$	32 \$	— \$	— \$	32 \$

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2016 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Total attribuable à Brookfield Infrastructure						Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des IFRS
	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de communications	Autres	Total			
Produits	521 \$	894 \$	365 \$	123 \$	— \$	1 903 \$	(959) \$	494 \$	1 438 \$
Coûts attribués aux produits	(122)	(453)	(163)	(56)	—	(794)	475	(348)	(667)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(122)	(122)	—	—	(122)
BAlIA ajusté	399	441	202	67	(122)	987	(484)	146	
Autres produits (charges)	4	(17)	3	(1)	67	56	15	—	71
Charges d'intérêts	(101)	(116)	(82)	(9)	(36)	(344)	141	(91)	(294)
Flux de trésorerie liés aux opérations	302	308	123	57	(91)	699	(328)	55	
Amortissements	(116)	(183)	(92)	(57)	—	(448)	237	(123)	(334)
Impôt différé	(6)	22	9	7	(1)	31	(15)	19	35
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres éléments	(67)	31	(25)	(4)	95	30	(36)	87	81
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	142	—	142
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle et aux porteurs de parts privilégiées	—	—	—	—	—	—	—	(38)	(38)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société ¹	113 \$	178 \$	15 \$	3 \$	3 \$	312 \$	— \$	— \$	312 \$

1. Comprend le bénéfice net (la perte nette) attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, au commandité et aux commanditaires.

Les tableaux ci-dessous présentent les actifs de chaque secteur dans le format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs afin de prendre des décisions de nature opérationnelle et évaluer la performance. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte notre participation dans des transactions comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence et qui sont liées à des participations qui font en sorte que nous exerçons un contrôle ou une influence notable, respectivement, sur la participation. Ces tableaux présentent un rapprochement de nos actifs proportionnels et du total de l'actif présenté dans nos états consolidés de la situation financière au moyen de l'élimination du passif net inclus aux participations dans des entreprises associées, de la présentation de l'actif attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle et de l'ajustement pour tenir compte de l'actif du fonds de roulement qui est porté en diminution du passif du fonds de roulement.

Total attribuable à Brookfield Infrastructure							Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Ajustement au fonds de roulement et autres	Tel qu'il est présenté en vertu des IFRS
AU 30 SEPTEMBRE 2017 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de communications	Autres	Brookfield Infrastructure				
Total de l'actif	6 316 \$	6 639 \$	3 074 \$	999 \$	(938) \$	16 090 \$	(3 075) \$	11 590 \$	4 168 \$	28 773 \$

Total attribuable à Brookfield Infrastructure							Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Ajustement au fonds de roulement et autres	Tel qu'il est présenté en vertu des IFRS
AU 31 DÉCEMBRE 2016 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de communications	Autres	Brookfield Infrastructure				
Total de l'actif	4 605 \$	6 160 \$	3 032 \$	933 \$	(510) \$	14 220 \$	(2 996) \$	6 496 \$	3 555 \$	21 275 \$

Analyse des éléments de rapprochement par secteur

Les tableaux suivants présentent des données et une analyse, le cas échéant, relatives aux variations importantes qui ont été enregistrées entre les périodes pour chaque secteur opérationnel, ainsi qu'un rapprochement des apports des participations dans des entreprises associées et des attributions à la participation ne donnant pas le contrôle qui ont été utilisées pour calculer le BAIIA ajusté, les flux de trésorerie liés aux opérations et le bénéfice net attribuable à notre société afin de favoriser la compréhension de la nature et des variations des éléments de rapprochement.

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE

30 SEPTEMBRE 2017

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de communications	Autres	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté ¹						
Apport des participations dans des entreprises associées	(28) \$	(94) \$	(45) \$	(23) \$	— \$	(190) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	232	39	23	—	(1)	293
BAIIA ajusté	204	(55)	(22)	(23)	(1)	103
Ajustements aux éléments des flux de trésorerie liés aux opérations ²						
Apport des participations dans des entreprises associées	8	16	13	2	1	40
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(27)	(9)	(13)	—	(6)	(55)
Flux de trésorerie liés aux opérations	185	(48)	(22)	(21)	(6)	88
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société ³						
Apport des participations dans des entreprises associées	20	78	32	21	(1)	150
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(205)	(30)	(10)	—	7	(238)
Bénéfice net attribuable à la société	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE

30 SEPTEMBRE 2016

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de communications	Autres	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté ¹						
Apport des participations dans des entreprises associées	(33) \$	(80) \$	(44) \$	(23) \$	— \$	(180) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	36	13	24	—	(18)	55
BAIIA ajusté	3	(67)	(20)	(23)	(18)	(125)
Ajustements aux éléments des flux de trésorerie liés aux opérations ²						
Apport des participations dans des entreprises associées	8	25	21	4	—	58
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(11)	(10)	(6)	—	(4)	(31)
Flux de trésorerie liés aux opérations	—	(52)	(5)	(19)	(22)	(98)
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société ³						
Apport des participations dans des entreprises associées	25	55	23	19	—	122
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(25)	(3)	(18)	—	22	(24)
Bénéfice net attribuable à la société	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE
LE 30 SEPTEMBRE 2017
EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de communications	Autres	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté ¹						
Apport des participations dans des entreprises associées	(91) \$	(260) \$	(146) \$	(69) \$	(1) \$	(567) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	498	115	87	—	(19)	681
BAIIA ajusté	407	(145)	(59)	(69)	(20)	114
Ajustements aux éléments des flux de trésorerie liés aux opérations ²						
Apport des participations dans des entreprises associées	27	50	54	9	—	140
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(71)	(30)	(30)	—	(14)	(145)
Flux de trésorerie liés aux opérations	363	(125)	(35)	(60)	(34)	109
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société ³						
Apport des participations dans des entreprises associées	64	210	92	60	1	427
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(427)	(85)	(57)	—	33	(536)
Bénéfice net attribuable à la société	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE
LE 30 SEPTEMBRE 2016
EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de communications	Autres	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté ¹						
Apport des participations dans des entreprises associées	(89) \$	(192) \$	(136) \$	(67) \$	— \$	(484) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	113	54	55	—	(76)	146
BAIIA ajusté	24	(138)	(81)	(67)	(76)	(338)
Ajustements aux éléments des flux de trésorerie liés aux opérations ²						
Apport des participations dans des entreprises associées	20	58	68	10	—	156
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(38)	(33)	(17)	—	(3)	(91)
Flux de trésorerie liés aux opérations	6	(113)	(30)	(57)	(79)	(273)
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société ³						
Apport des participations dans des entreprises associées	69	134	68	57	—	328
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(75)	(21)	(38)	—	79	(55)
Bénéfice net attribuable à la société	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

1. Produits, coûts attribués aux produits et frais généraux et administratifs.

2. Autres produits, charges d'intérêts et impôt en trésorerie.

3. Amortissements, impôt différé, ajustements à la juste valeur, autres charges, quote-part des bénéfices des entreprises associées et bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle.

Les apports des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout des produits additionnels provenant des initiatives de croissance interne au sein de nos activités de transport de gaz naturel en Amérique du Nord, des avantages conférés par la hausse des tarifs en fonction de l'inflation, d'une augmentation de la participation dans nos activités liées aux routes à péage au Brésil, de la croissance interne et de l'incidence du change.

L'attribution à la participation ne donnant pas le contrôle a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des acquisitions réalisées au cours des douze derniers mois.

Méthodes comptables et estimations critiques

La préparation des états financiers exige que la direction formule des jugements, estimations et hypothèses critiques qui ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté des produits et des charges qu'il n'est pas facile d'établir à partir d'autres sources, durant la période de présentation de l'information financière. Ces estimations et hypothèses connexes sont fondées sur des données historiques et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont revues périodiquement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision ne touche que cette période, ou dans la période de révision et les périodes futures si la révision touche à la fois la période actuelle et les périodes futures.

Les jugements critiques énoncés par la direction et utilisés dans le cours normal des activités de préparation des états financiers consolidés de Brookfield Infrastructure sont présentés ci-après.

Instruments financiers

Les jugements critiques liés aux instruments financiers de notre société ont trait à l'évaluation de l'efficacité des relations de couverture. Brookfield Infrastructure effectue continuellement des tests sur l'efficacité des couvertures en évaluant de façon prospective s'il est prévu ou non que l'élément de couverture soit hautement efficace dans la compensation des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert sur la durée de la relation, et inversement, notre société effectue un test rétrospectif sur l'efficacité des couvertures en évaluant si l'élément de couverture a été hautement efficace dans la compensation des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert depuis la date de la désignation. Les estimations et les hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers sont les suivantes : le prix des instruments de capitaux propres et des marchandises; les taux d'intérêt futurs; la solvabilité de la société par rapport à ses contreparties; le risque de crédit des contreparties pour la société; les flux de trésorerie futurs estimatifs; et les taux d'actualisation.

Réévaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont réévaluées périodiquement. Les estimations et les hypothèses critiques qui sous-tendent l'évaluation des immobilisations corporelles sont présentées à la note 12, « Immobilisations corporelles », dans nos états financiers consolidés audités au 31 décembre 2016. La juste valeur des immobilisations corporelles de notre société est évaluée sur une base récurrente, et les dates de prise d'effet de la réévaluation de toutes les catégories d'actifs ont été fixées au 31 décembre 2016. Brookfield Infrastructure a déterminé la juste valeur au moyen de la méthode par les résultats, en tenant dûment compte de données importantes comme le taux d'actualisation, le multiple de valeur finale et l'horizon de placement global.

Dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et des participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Notre société évalue la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée en examinant la valeur d'utilité ou la juste valeur moins les coûts de sortie des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill ou l'immobilisation incorporelle a été attribué. Brookfield Infrastructure utilise les hypothèses et les estimations critiques suivantes : les circonstances ayant engendré le goodwill, le calendrier et le montant des flux de trésorerie futurs attendus de l'unité génératrice de trésorerie, les taux d'actualisation, les taux de capitalisation finaux, les dates d'évaluation finale, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles.

L'évaluation de la dépréciation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises nécessite une estimation de la valeur recouvrable de l'actif.

Les autres estimations utilisées dans la préparation des états financiers de notre société sont les suivantes : taux d'amortissement et durées d'utilité, montant recouvrable du goodwill et des immobilisations incorporelles et capacité d'utiliser les pertes fiscales et d'autres mesures fiscales.

Modifications aux normes comptables adoptées récemment

Brookfield Infrastructure a appliqué, pour la première fois, certaines modifications aux normes applicables à Brookfield Infrastructure qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2017. L'incidence de l'adoption de ces modifications sur les méthodes comptables et les informations à fournir de notre société est détaillée ci-après.

IAS 7, Tableau des flux de trésorerie (« IAS 7 »)

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à IAS 7, qui entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. Les modifications exigent la présentation des variations suivantes des passifs issus des activités de financement (au besoin) : i) les changements issus des flux de trésorerie de financement; ii) les changements découlant de l'obtention ou de la perte du contrôle de filiales ou d'autres entreprises; iii) l'effet des variations des cours des monnaies étrangères; iv) les variations des justes valeurs; et v) les autres changements. Les modifications à IAS 7 ont été appliquées de façon prospective, et les informations fournies dans les états financiers annuels de Brookfield Infrastructure pour 2017 contiendront des renseignements visant à refléter ces modifications.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients (« IFRS 15 »)

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, précise les circonstances dans lesquelles les produits devraient être comptabilisés, ainsi que les exigences en matière de présentation d'informations plus précises et pertinentes. Cette norme exige également la présentation d'informations additionnelles au sujet de la nature, du montant, du calendrier et du degré d'incertitude des produits et des flux de trésorerie provenant de contrats conclus avec des clients. IFRS 15 annule et remplace IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IAS 11, *Contrats de construction*, et un certain nombre d'interprétations liées aux produits. IFRS 15 s'applique à presque tous les contrats conclus avec des clients, les principales exceptions concernant les contrats de location, les instruments financiers et les contrats d'assurance. Elle doit être appliquée pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'application anticipée est autorisée.

Notre société a constitué une équipe à l'échelle mondiale pour évaluer les états financiers et toute incidence directe de l'adoption d'IFRS 15, elle a participé à des séances de planification stratégique avec Brookfield et elle a conçu un plan d'adoption. Notre société a également déterminé d'importants flux de produits à évaluer et elle a terminé le processus de détermination et de collecte des renseignements détaillés sur les contrats principaux qui pourraient subir l'incidence des modifications à la date de transition. Notre société en commandite s'affaire actuellement à évaluer et à documenter l'incidence de cette norme en ce qui concerne les modalités contractuelles repérées qui exigent une analyse plus poussée. Dans le contexte de cette norme, les priorités sont essentiellement liées à la détermination de l'obligation de prestation et à l'évaluation de la période appropriée de comptabilisation des produits pour chacune de ces obligations de prestation. Les prochaines étapes consistent à finaliser les analyses documentées, à évaluer toute incidence sur les contrôles internes et à élaborer une ébauche des informations pro forma qui devront être fournies à l'adoption initiale et par la suite. Nous progressons comme prévu vers la mise en application d'IFRS 15.

Notre société a décidé d'appliquer la méthode de transition rétrospective modifiée, selon laquelle un ajustement cumulatif, le cas échéant, sera comptabilisé dans les capitaux propres au moment de l'application initiale et les données des périodes comparatives ne seront pas retraitées. Aucun ajustement significatif des états financiers requis au moment de l'adoption n'a été relevé jusqu'à maintenant; une analyse technique ainsi que des évaluations quantitatives plus poussées sont cependant nécessaires pour tirer des conclusions quant à l'incidence globale. De plus, notre société continue de surveiller les faits nouveaux ayant trait à l'interprétation d'IFRS 15 à l'échelle mondiale dans le cadre de notre évaluation continue de l'incidence.

IFRS 9, Instruments financiers (« IFRS 9 »)

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, qui annule et remplace IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. Cette norme établit des principes d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers en vue de la présentation d'informations pertinentes et utiles aux utilisateurs des états financiers pour l'appréciation des montants, du calendrier et du degré d'incertitude liés aux flux de trésorerie futurs de l'entité. Cette norme comprend également une nouvelle norme en matière de comptabilité de couverture générale qui lie plus étroitement la comptabilité de couverture aux activités de gestion des risques d'une entité. Elle ne modifie pas entièrement les différentes catégories de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité. Cependant, elle permettra à un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées pour la gestion des risques d'être admissibles à l'application de la comptabilité de couverture et permettra d'exercer davantage son jugement au moment d'évaluer l'efficacité des relations de couverture. La norme entrera obligatoirement en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

Notre société a constitué une équipe à l'échelle mondiale pour évaluer les états financiers et toute incidence directe d'IFRS 9 sur ses états financiers consolidés et ses processus d'affaires. Jusqu'à présent, la direction a participé à un certain nombre de séances d'analyse et de planification stratégiques avec ses filiales et ses entreprises associées dans le but d'évaluer l'incidence d'IFRS 9, séances axées principalement sur le caractère approprié du classement des actifs financiers et les exigences en matière de dépréciation des actifs financiers en vertu de cette norme. Les modifications découlant d'IFRS 9 en ce qui concerne la comptabilité de couverture sont évaluées de façon centralisée et il a été déterminé que certaines relations de couverture liées à des expositions globales au risque de change seront admissibles à la comptabilité de couverture en vertu de cette norme et, par conséquent, la société finalise actuellement la documentation en matière de couverture à l'égard de ces relations en vue d'appliquer la comptabilité de couverture à ces relations de façon prospective à compter du 1^{er} janvier 2018. Les prochaines étapes consistent à finaliser les analyses documentées, à évaluer toute incidence sur les contrôles internes et à élaborer une ébauche des informations pro forma qui devront être fournies à l'adoption initiale de cette norme et par la suite. Nous progressons comme prévu vers la mise en application d'IFRS 9.

Notre société a décidé d'adopter IFRS 9 de façon rétrospective, sans retraitement des chiffres correspondants. Un ajustement cumulatif, le cas échéant, sera comptabilisé au titre des capitaux propres lors de l'adoption initiale. Aucun ajustement significatif requis au moment de l'adoption n'a été relevé jusqu'à maintenant; une analyse technique ainsi que des évaluations quantitatives plus poussées sont cependant nécessaires pour tirer des conclusions quant à l'incidence globale.

IFRS 16, Contrats de location (« IFRS 16 »)

L'IASB a publié une nouvelle norme, soit IFRS 16, qui entraîne la comptabilisation, par le preneur, de la plupart des contrats de location au bilan selon un modèle unique, faisant disparaître la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement. Toutefois, le traitement comptable appliqué par le bailleur demeure essentiellement le même, et la distinction entre contrats de location-financement et contrats de location simple reste inchangée. IFRS 16 annule et remplace IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes, et entre en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019; l'adoption anticipée est permise si IFRS 15 a également été appliquée. Brookfield Infrastructure évalue actuellement l'incidence d'IFRS 16 sur ses états financiers consolidés.

Modifications et interprétations non encore adoptées

IFRIC 22, Transactions en monnaie étrangère (« IFRIC 22 »)

En décembre 2016, l'IASB a publié IFRIC 22, qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'interprétation précise que la date de la transaction aux fins de la détermination du cours de change à appliquer lors de la comptabilisation initiale de l'actif, de la charge ou du produit connexe (ou de la partie d'actif, de charge ou de produit connexe) correspond à la date à laquelle une entité comptabilise pour la première fois l'actif non monétaire ou le passif non monétaire issu du paiement ou de la réception d'une contrepartie anticipée. L'interprétation peut être appliquée de façon rétrospective ou prospective. Brookfield Infrastructure évalue actuellement l'incidence d'IFRIC 22 sur ses états financiers consolidés, y compris la méthode d'adoption.

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux (« IFRIC 23 »)

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Aux termes de l'interprétation, une entité doit évaluer s'il est probable qu'une administration fiscale accepte un traitement fiscal incertain utilisé par une entité, ou qu'une entité se propose d'utiliser, dans sa déclaration de revenus, et elle doit faire preuve de jugement pour déterminer si chaque traitement fiscal doit être considéré au cas par cas ou si certains traitements fiscaux devraient plutôt être regroupés. Son choix doit se faire en fonction de la méthode offrant les meilleures prévisions quant au dénouement de l'incertitude. L'entité doit aussi déterminer s'il est probable que l'autorité compétente accepte chaque traitement fiscal ou chaque ensemble de traitements fiscaux, en supposant que l'autorité fiscale habilitée à contrôler un montant déclaré contrôlera effectivement le montant en question et aura, pour ce faire, pleine connaissance de toute l'information pertinente. L'interprétation peut être appliquée de façon entièrement rétrospective ou selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement de l'information comparative. Brookfield Infrastructure évalue actuellement l'incidence d'IFRIC 23 sur ses états financiers consolidés.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2017, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Nous avons exclu de notre évaluation le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Nova Transportadora do Sudeste S.A., dont le contrôle a été acquis le 4 avril 2017. Les états financiers de cette entité constituent 23 % du total de l'actif, 34 % des capitaux propres de la société, 24 % des produits et 95 % du bénéfice net des états financiers consolidés de notre société au 30 septembre 2017 et pour la période de neuf mois close à cette date.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective et des déclarations prospectives prescrites par les lois sur les valeurs mobilières applicables. De telles déclarations peuvent être faites dans ce rapport, dans d'autres documents déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la SEC, ou dans d'autres communications publiques. Les termes « avoir tendance à », « chercher à », « cibler », « prévoir », « croire », « s'attendre à », « pouvoir », « viser », « avoir l'intention de », « objectif », « perspective », « s'appliquer à », « probable », « continuer », « planifier », les variations de ces termes et d'autres expressions similaires, ou le pendant négatif de ces termes ou expressions, et les expressions similaires indiquant le futur ou le conditionnel comme « pourra », « serait » et « devrait », qui sont des prédictions ou des indications des futurs événements, tendances et perspectives et qui ne sont pas associés à des faits historiques, constituent des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives du présent rapport de gestion comprennent entre autres des déclarations à l'égard de la tendance à la hausse de nos actifs au fil du temps; de la croissance de nos actifs et de nos activités; de l'augmentation des flux de trésorerie liés aux opérations par part et de l'appréciation du capital qui en découle; des rendements du capital investi et des capitaux propres; de l'augmentation de la demande à l'égard des marchandises et de la circulation mondiale des marchandises; des dépenses d'investissement prévues; de l'incidence des projets d'investissement prévus par les clients de nos activités sur la performance et sur la croissance de ces activités; de l'étendue des charges du siège social et des frais généraux et administratifs; de notre capacité à conclure des acquisitions (y compris celles dont il est fait mention dans le présent rapport de gestion et d'autres transactions prévues); de notre capacité à tirer profit des occasions du marché; des perspectives futures des actifs que nous exploitons ou exploiterons; du partenariat avec des investisseurs institutionnels; de la capacité à cerner, à acquérir et à intégrer de nouvelles occasions d'acquisition; du rendement cible à long terme de nos actifs; de la viabilité de nos niveaux de distribution; de la croissance des distributions et des ratios de distribution; des résultats et des marges d'exploitation pour notre entreprise pour chacune de nos activités; des perspectives futures des marchés pour nos produits; de nos plans de croissance par le biais de la croissance interne et des dépenses d'investissement; de la capacité à atteindre les objectifs fixés; de la capacité à générer des efficiences opérationnelles; des attentes en matière de rendement du capital investi pour l'entreprise; des prix fixés par contrat et des tarifs réglementés pour nos activités; de nos investissements de maintien et dépenses d'investissement futurs prévus; de la capacité à affecter du capital dans des investissements rentables; de l'incidence sur l'entreprise de notre position quant au contexte économique futur; de notre capacité à maintenir suffisamment de liquidités; de notre capacité à prélever des fonds sur nos facilités de crédit bancaire; de notre capacité à obtenir du financement au moyen de l'émission de titres de capitaux propres ou de titres d'emprunt; des expansions des activités existantes, des sources probables d'occasions futures sur les marchés dans lesquels nous exerçons nos activités, du plan de financement pour nos sociétés actives; des activités de gestion des opérations de change et d'autres déclarations concernant nos croyances, nos perspectives, nos plans, nos attentes et nos intentions. Bien que nous soyons d'avis que les résultats, la performance ou les réalisations futurs attendus de la société qui sont énoncés ou sous-entendus dans l'information et les déclarations prospectives sont fondés sur des hypothèses et des attentes raisonnables, le lecteur ne doit pas accorder une confiance induite à l'information et aux déclarations prospectives puisque celles-ci sous-tendent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs, connus ou non, qui pourraient faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la société diffèrent significativement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs attendus qui sont énoncés ou sous-entendus dans cette information et ces déclarations prospectives.

Parmi les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont envisagés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives contenues dans le présent document, citons la conjoncture dans les territoires où nous exerçons des activités et ailleurs, qui pourrait avoir une incidence sur les marchés pour nos produits et services; la capacité de faire croître les entreprises de Brookfield Infrastructure; notre capacité d'atteindre les jalons nécessaires pour offrir les rendements visés pour nos porteurs de parts, laquelle est incertaine et dépend en partie de l'accès à du capital et du maintien de prix des marchandises avantageux; l'incidence des conditions du marché sur nos entreprises; le fait que le succès de Brookfield Infrastructure dépend de la demande sur le marché pour une société d'infrastructures, laquelle est inconnue; la disponibilité du financement par emprunt ou par capitaux propres pour Brookfield Infrastructure; la capacité de conclure des acquisitions dans le secteur concurrentiel des infrastructures (y compris les éventuelles acquisitions mentionnées dans la présente lettre aux porteurs de parts, dont certaines sont assujetties à des conditions, et l'incapacité de conclure une entente définitive avec des contreparties pour les transactions dont il est question aux présentes telle qu'elles sont envisagées actuellement, car rien ne garantit que ces transactions seront acceptées ou menées à terme) et d'intégrer efficacement les acquisitions dans les activités existantes; les changements technologiques qui pourraient perturber les entreprises et les secteurs dans lesquels nous investissons; les conditions du marché pour les principales marchandises, dont le prix, l'offre et la demande peuvent avoir une incidence importante sur la performance financière et d'exploitation de notre entreprise; les décisions réglementaires qui ont une incidence sur nos entreprises réglementées; notre capacité de conclure des contrats à des conditions favorables; les événements météorologiques qui ont une incidence sur notre entreprise; les débits de circulation sur nos routes à péage; et les autres risques et facteurs présentés dans les documents déposés par nous auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières du Canada et des États-Unis, notamment dans la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F et d'autres risques et facteurs décrits dans ces documents.

Nous apportons cette mise en garde : la liste précédente des facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de Brookfield Infrastructure, les investisseurs et les autres personnes devraient examiner attentivement ces facteurs et autres incertitudes ainsi que les événements qui pourraient survenir. Sauf lorsque la loi l'exige, la société ne s'engage nullement à publier une mise à jour de l'information ou des déclarations prospectives, de façon écrite ou orale, qui pourrait s'avérer nécessaire par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.